

Georges Couget

Corps-Francis algériens et prémices de l'Algérie française

*Chroniques de la guerre et de
l'après-guerre de 1870-1871 –
Tome 1*

Notre mémoire familiale retient que notre ancêtre Charles-Émile Schmidt aurait combattu au sein des francs-tireurs du Doubs pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871. Sarrois né en 1828 à Sankt Wendel, brasseur à Constantine, il était de nationalité prussienne rhénane... Depuis, toutes traces de lui sont perdues.

Fable sans doute due à une homonymie avec un authentique franc-tireur du Doubs ? Telle est la conclusion que l'on peut tirer aujourd'hui d'un examen approfondi des archives départementales de Besançon, de celles de l'Armée de Terre à Vincennes, et aussi de celles du *land* de Sarre à Sarrelouis. Il reste de cette recherche généalogique que des volontaires civils de toutes nationalités européennes – on ne pouvait encore parler de la communauté des "Pieds-noirs" – étaient partis d'Algérie pour « marcher en France » au-devant de l'envahisseur prussien.

Pourquoi, comment ?

Leur sang versé pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871 apportait un début de réponse au questionnement fondamental de François Guizot, véritable chef du gouvernement de la Monarchie de Juillet entre 1840 et 1848. Homme d'État retraité de la politique et replongé dans son œuvre d'historien, il s'était adressé au maréchal de Mac Mahon, alors gouverneur général de l'Algérie chargé d'y mettre en œuvre la politique impériale dite du "Royaume arabe" : « Voici mes deux questions sur l'Algérie, les deux seules que je regarde comme capitales :

- L'Algérie devient-elle une patrie pour les colons, ses nouveaux habitants ? À cette condition seulement, les colonies deviennent des États et les colons des peuples.

- Jusqu'à quel point est possible l'assimilation sociale et morale des Arabes ? S'il fallait avoir la guerre sans cesse renaissante et l'extermination au bout, je douterai du succès. Mais il n'y a point d'incompatibilité ni d'infériorité de race. L'incompatibilité historique et religieuse est-elle insurmontable ?

Regardez bien, je vous prie, de ces deux côtés. » ¹

¹ Cornelis Henri de Witt, député du Calvados, petit-fils de François Guizot : *Ma famille, souvenirs, 1848-1889* ; Société anonyme de l'imprimerie de Vaugirard, Paris 1917. gallica.bnf.fr

NB : « Le lecteur me pardonnera de ne pas avoir toujours suivi le droit fil, de m'être offert, chemin faisant, le plaisir des détours. De m'être perdu à la recherche d'exemples, de symphonies où j'aurais souhaité que toutes les notes puissent, à la fois, se faire entendre. Mais qui résisterait à de telles tentations ? »²

² Fernand Braudel, *L'identité de la France* (Livre premier), introduction à *Espace et Histoire* ; Arthaud, Paris 1986.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	4
AVANT-PROPOS D'UNE HISTOIRE OUBLIEE A UNE HISTOIRE RACONTEE.....	7
1 CONTEXTUALISATION ET ANACHRONISME	9
2 UNE HISTOIRE SPECIFIQUE A RETROUVER	9
3 LES FRANCS-TIREURS : UNE REALITE PATRIOTIQUE CONTRASTEE	13
4 LES FRANCS-TIREURS : DES APPROCHES HISTORIQUES PARTISANES	17
5 LES FRANCS-TIREURS VENUS D'ALGERIE	18
CHAPITRE 1 LES FRANCS-TIREURS DE 1870-1871, MANIFESTATION PAROXYSTIQUE DU PATRIOTISME FRANÇAIS	22
1 LES CORPS FRANCS : SOUVENANCE DES ANTECEDENTS EPARPILLES AU FIL DE L'HISTOIRE	25
2 LA DEFAITE DE L'ARMEE FRANÇAISE AUX FRONTIERES DE L'EST	35
3 GARDES NATIONAUX ET FRANCS-TIREURS ENGAGENT DES COMBATS SPONTANES	46
4 LA REVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE ET L'ORGANISATION DE LA DEFENSE NATIONALE ...	49
5 VERS UN STATUT JURIDIQUE DES FRANCS-TIREURS OPPOSABLE A L'ENNEMI EN DROIT INTERNATIONAL	54
6 LE SOUVENIR DE VALMY, LA SYMBOLIQUE DE GARIBALDI ET L'ORGANISATION DE LA DEFENSE NATIONALE	69
7 L'ECHEC DE LA MOBILISATION ORGANISEE PAR LE SECOND EMPIRE	80
8 LE MIRAGE D'UNE DEFAITE REDEMPTRICE, OU LA FOI SACREE EN LA « LEVEE EN MASSE »	87
9 LE 4 SEPTEMBRE : MOBILISER LES HOMMES, CANALISER LES VOLONTAIRES	98
10 LES FRANCS-TIREURS : QUELLE PLACE DANS LE DISPOSITIF D'ENSEMBLE DE LA DEFENSE NATIONALE ?	126
11 LES FRANCS-TIREURS : UN ENGOUEMENT DIFFICILE A MAITRISER	131
12 LES FRANCS-TIREURS : UN FINANCEMENT COMPLEXE ET HASARDE	135
13 LA MISSION DES CORPS FRANCS, « ENFANTS PERDUS » DE LA DEFENSE NATIONALE	149
14 L'ARMEE « DES VOSGES » DE GARIBALDI, POINT FOCAL DE PHANTASMES REPUBLICAINS.....	171
15 LES CORPS FRANCS ALGERIENS.....	187
ANNEXES.....	199
CHAPITRE 2 MARCHER EN FRANCE, UNE MOTIVATION PATRIOTIQUE MAIS AUSSI ENDOGENE	201

1 L'ACCORD D'UN NOUVEAU STATUT A L'ALGERIE NECESSITE UNE REVISION CONSTITUTIONNELLE	203
2 L'APPEL AUX ARMES DU GOUVERNEMENT IMPERIAL EST AMPLIFIE APRES LE 4 SEPTEMBRE	235
3 PREMIERE PROCLAMATION DE LA COMMUNE D'ALGER.....	306
4 LA CONTRIBUTION DE L'ALGERIE A LA DEFENSE NATIONALE : LE ROLE DES COMITES DE DEFENSE ALGERIENS	322
5 « PARTIR ET MARCHER EN FRANCE »	340
6 L'EXEMPLE DE BONE	358
7 L'EXEMPLE D'ORAN	376
8 L'EXEMPLE DE GUELMA	383
9 L'EXEMPLE DE PHILIPPEVILLE.....	385
10 UN EXEMPLE MALHEUREUX : LA « COMPAGNIE FRANCHE INDIGENE DE CONSTANTINE ».....	388
11 LE RECRUTEMENT INDIGENE « EN COMPLEMENT » DES FRANCS-TIREURS, PRELUDE DE LA GRANDE INSURRECTION DE 1871	393
12 UN EXEMPLE DESASTREUX : LE « CORPS DE L'ÉTOILE » (OU ENCORE LA « LEGION DE L'ÉTOILE »).....	400
ANNEXES	429
CHAPITRE 3 L'ARMEE DES VOSGES, DE CAMBRIELS A GARIBALDI	453
1 PARIS, LA PROVINCE, DEUX ENTITES DISSOCIEES	456
2 BESANÇON ET L'ABANDON DES VOSGES PAR LE GENERAL CAMBRIELS	459
3 GARIBALDI	477
4 DOLE : PREMIERS COMBATS.....	511
5 REPLI DE DE L'ANCIENNE PREMIERE ARMEE DE L'EST A CHAGNY PUIS TRANSFERT A GIEN ; REPLI DE GARIBALDI A AUTUN	517
6 AUTUN : DIFFICILE COHABITATION AVEC LE GENERAL PELLISSIER, COMMANDANT DES MOBILISES DE SAONE-ET-LOIRE	522
ANNEXES	530
CHAPITRE 4 LES VOLONTAIRES D'ALGER	552
1 FORMATION DE LA « PREMIERE COMPAGNIE D'ALGER » SUR FOND DE CONTESTATION DU POUVOIR EN PLACE.....	554
2 DOLE	556
3 AUTUN	585
4 REPRENDRE DIJON : UN OBJECTIF RECURRENT	594
5 DEFAITE DEVANT DIJON : 26-27 NOVEMBRE 1870	607
6 RELANCE DE LA GUERRILLA DEPUIS AUTUN	628
7 ENTREE A DIJON ; COMBAT DE CHANCEAUX, 2 JANVIER 1871	632
8 DEFENSE DE DIJON, 21-23 JANVIER 1871	641
ANNEXES	644

TOME 2

CHAPITRE 5 LES FRANCS-TIREURS D'ORAN DE L'ARMEE DES VOSGES DE GARIBALDI

CHAPITRE 6 LES FRANCS-TIREURS D'ORAN DE L'ARMEE DE LA LOIRE

CHAPITRE 7 LES FRANCS-TIREURS DE RELIZANE

CHAPITRE 8 LES FRANCS-TIREURS DE PHILIPPEVILLE

TOME 3

CHAPITRE 9 LES FRANCS-TIREURS DE LA MORT D'ALGER

CHAPITRE 10 LES FRANCS-TIREURS DE GUELMA

CHAPITRE 11 LES VOLONTAIRES DE BONE

CHAPITRE 12 LES FRANCS-TIREURS DE L'ATLAS

CHAPITRE 13 LES FRANCS-TIREURS DE CONSTANTINE DE L'ARMEE DES VOSGES DE GARIBALDI

CHAPITRE 14 LES FRANCS-TIREURS DE CONSTANTINE DE L'ARMEE DE LA LOIRE

TOME 4

CHAPITRE 15 LES FRANCS-TIREURS DE CONDE-SMENDOU

CHAPITRE 16 LES FRANCS-TIREURS DE BLIDA

CHAPITRE 17 AUTRES FRANCS-TIREURS ALGEROIS

CHAPITRE 18 LA 3^E LEGION D'ALSACE ET LORRAINE ; COMPAGNIES DU RHUMEL, DU BOU-MERZOUG, DES INDIGENES D'ORAN

CHAPITRE 19 FIN DE LA CAMPAGNE DE FRANCE DES FRANCS-TIREURS ALGERIENS

CHAPITRE 20 L'ALGERIE APRES LE RETOUR DES FRANCS-TIREURS ET LA FIN DU COMMUNALISME ALGEROIS

AVANT-PROPOS

D'UNE HISTOIRE OUBLIÉE A UNE HISTOIRE RACONTÉE

*« Il ne serait de temps pensé que
raconté. »³*

*« Le procès mémoriel permanent
constitue une des marques de notre époque.
Entre remémoration et commémorations,
quelle est la place de la juste mémoire » ?⁴*

*« Tout récit repose sur trois aspects
mimétiques : le temps agi et vécu, la mise en
intrigue, le temps de la lecture. »⁵*

Selon Prosper de Barante, « Schiller, tout à fait représentatif de l'école historique du dix-huitième siècle, écrit pour examiner les événements du passé, plutôt que pour les raconter ; il se fait spectateur, en restant dans son propre point de vue. » Pour ce qui le concerne, il affirme avoir écrit en 1826 son « Histoire des Ducs de Bourgogne de la maison des Valois » pour « raconter »⁶. Il ne veut rien prouver : « On est las de voir l'histoire, comme un sophiste docile et gagé, se prêter à toutes les preuves que chacun en veut tirer. Ce qu'on veut d'elle, ce sont des faits [...]. » Il ajoute : « De ces chroniques naïves, de ces documents originaux, j'ai tâché de composer une narration suivie, complète, exacte, qui leur empruntât l'intérêt dont ils sont animés et suppléât à leurs manques. » Mais il relève le point d'achoppement du "récit" idéal : l'historien doit s'effacer derrière « le récit des faits ». Alors, « l'histoire ainsi racontée, lorsque les faits sont présentés avec clarté, et disposés dans un ordre convenable, lorsque l'écrivain a soin de faire ressortir ceux qui donnent le mieux la connaissance du temps, doit suggérer au lecteur les réflexions et les jugements que l'auteur n'a point voulu exprimer. »⁷

3 Paul Ricoeur, *Temps et Récit, l'Intrigue et le Récit historique* : Le Seuil, "L'ordre philosophique", Paris 1983.

4 *Ibid* : *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli, la représentation historique* ; Le Seuil, "L'ordre philosophique", Paris 2000.

5 *Ibid* : *Temps et Récit, l'Intrigue et le Récit historique* ; *op.cit.*

6 Baron de Barante, *Études littéraires et historiques*, tome 2 ; Didier et Cie, Paris 1858.

7 Prosper de Barante, *Histoire des Ducs de Bourgogne*, préface ; Robert Laffont, Paris 1969.

En 1837, attaché aux Archives nationales, Michelet, écrivait : « Augustin Thierry avait appelé l'histoire "narration" ; Guizot, "analyse" ; je l'appelle "résurrection". Comme historien, il prétendait chercher "l'âme des faits". »⁸ Autrement dit, l'analyse de récits ou de chroniques, l'histoire toute faite, passe après l'examen systématique des archives, instrument primordial du recueil des faits. À l'opposé, Désiré Nisard, chef de la division des sciences et des lettres au ministère de l'Instruction publique, maître de conférences à l'École Normale, fait en 1839 la critique des historiens cantonnés aux faits. Selon lui, recul critique, rigueur scientifique, sont consubstantiels ; histoire, vérité, justesse, preuve, sont indissociables. « Prouver, en histoire, c'est nous montrer les hommes et les choses de manière à nous en donner une idée juste et conforme à la vérité ; c'est nous faire distinguer le vrai du faux, les causes cachées sous les causes apparentes, et la pensée des hommes sous les prétextes dont ils se parent. »⁹ Pour remplir les conditions de l'historien, « il faut accompagner la narration laconique des faits d'un effort de réflexion et de discernement. Il ne faut pas laisser le lecteur abandonné à lui-même, le laisser juger bien ou mal suivant le degré de ses lumières ou la nature de ses préventions, ou même à ne pas juger du tout si l'entraînement du récit vient à faire taire la réflexion [...]. »¹⁰

De nos jours : « Jamais, en un mot, un phénomène historique ne s'explique pleinement en dehors de l'étude de son moment. Cela est vrai de toutes les étapes de l'évolution. De celle où nous vivons comme des autres. Le proverbe arabe l'a dit avant nous : "Les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères". Pour avoir oublié cette sagesse orientale, l'étude du passé s'est parfois discréditée. »¹¹ Cette affirmation de Marc Bloch entre en correspondance avec celle de Lucien Febvre, fondateur avec lui de l'École des Annales, pour qui l'anachronisme est un « sacrilège », « le péché des péchés »¹², consubstantiel à la tension entre la science historique et l'engagement idéologique qui mobilise le passé à des fins partisans.

⁸ Lucien Febvre, *Jules Michelet*, créateur de l'histoire de France. Cours au Collège de France, 1943-44 ; Vuibert, Paris 2014.

⁹ *Journal général de l'Instruction publique et des cours scientifiques et littéraires*, 6 avril 1839.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien : Cahier des Annales*, 3 ; Armand Colin, Paris 1952.

¹² Daniel Lefeuvre, *Pour en finir avec la repentance coloniale* ; Flammarion, 2006.

1 Contextualisation et anachronisme

La plongée au cœur de la guerre républicaine en province qui a poursuivi la guerre impériale du Rhin fait apparaître une autre histoire de la guerre de 1870-1871, vue sous l'angle de la colonie algérienne. *"Les faits"*, la fin du Second Empire et la proclamation du gouvernement de la Défense nationale marquèrent en Algérie la manifestation de deux mouvements plus ou moins intriqués. L'un, patriotique à dominante républicaine, conduisit quelque 2 100 volontaires civils à prendre les armes contre les Prussiens. L'autre tendait vers l'instauration de la "Commune" à Alger, à l'instar de Paris, de Lyon, de Marseille, etc. *"L'âme des faits"* : un pacte national informel fut scellé le 4 septembre 1870 de part et d'autre de la Méditerranée entre la métropole et sa colonie.

Les Européens d'Algérie prirent part au combat politique pour l'instauration de la IIIe République, avant et après la guerre de 1870-1871. Loin d'être tous de nationalité française et quoique statutairement dispensés du service militaire, certains d'entre eux choisirent de « partir pour France » ou de « marcher en France », selon les formulations en usage à l'époque. Leur sacrifice fondateur a chu dans les oubliettes de l'histoire de notre pays. Les rapatriés d'Algérie sont aujourd'hui traités en ombres incertaines, parfois maléfiques, du coupable passé colonial de la France. Ils ont pu se sentir ostracisés pour cause d'oppression coloniale, alors que le projet colonial algérien fut celui de la République française. En dépit de leurs mobilisations massives des deux guerres mondiales, leur vécu de citoyens français est grandement occulté. Le présent travail de recherche œuvre à la résurrection, pour ainsi dire, de l'histoire-bataille des francs-tireurs algériens et aussi de celle, intriquée, de l'éphémère Commune d'Alger. Celle-ci reste, elle aussi, à réintégrer dans notre histoire au sein des événements insurrectionnels survenus en province, à Lyon, à Marseille, etc., comme à Paris...

2 Une histoire spécifique à retrouver

Le champ d'exploration historique des corps francs d'Algérie restait à ouvrir. Reconstituer leur campagne, c'est intégrer un contexte tactique, voire stratégique, remettre au jour des arrière-plans politiques et politiques ; c'est préciser la chronologie pour mettre le tout en perspective. Essayer de comprendre leur motivation, c'est prendre en compte pour l'Algérie le mouvement républicain et sa variante "exagérée", radicale, communaliste, indissociable du mouvement des francs-tireurs algériens. Par ailleurs, il convient de percer la surface de

l'histoire événementielle pour évoquer les souffrances humaines, les privations et les misères, petites ou grandes qu'ils ont subi une première fois en 1870-1871 puis à deux reprises au siècle suivant.

La méthode de travail retenue est la chronique, ou plutôt "la chronique des chroniques" reconstituées à partir des journaux de marche, des carnets de campagne, des mémoires des uns et des autres, de l'abondante presse de l'époque, des premiers travaux des historiens locaux et nationaux, voire même des plus récents. À ses débuts de chroniqueur parlementaire à Bordeaux, Émile Zola écrivait : « Je sais que le mot chronique ne signifie pas autre chose que l'exposé des faits à mesure qu'ils se présentent. Changeons le mot alors pour changer la chose [...]. Vous voulez un chroniqueur, et je ne puis vous offrir qu'un chroniqueur indiscipliné parfaitement ignorant des saisons et des fêtes. »¹³ Dans cet esprit, pour ce qui concerne les seuls francs-tireurs algériens affectés à l'armée des Vosges, de loin les plus nombreux, cette chronique est élargie au contexte politique et social des villes et alentours où ils ont tenu garnison, Dole, Autun, Dijon. Elle couvre de même les querelles qui ont animé leurs chefs, tant intestines que vis-à-vis des autres commandements de l'armée régulière et parfois du gouvernement de la défense nationale. Le lecteur pourra croiser les éléments nécessaires à la mise en perspective ordonnée des événements d'ordre général, des situations particulières et ponctuelles. Il pourra mesurer leurs relations eut égard à l'air politique et militaire du temps. La trame strictement événementielle permettra donc de saisir les évolutions parallèles dans l'espace et dans le temps des divers corps francs issus de l'Algérie. Il s'agit en définitive moins d'une narration continue que d'une suite de scènes reliées les unes aux autres par des situations tactiques particulières et évolutives sur le fond des grands affrontements stratégiques et politiques de la Défense Nationale. L'évocation de la campagne de chaque corps franc venu d'Algérie nécessite une approche à la fois thématique et chronologique. La tâche s'avère hasardée. On cumule les difficultés.

Difficultés de la recherche documentaire, d'abord. Dispersés entre plusieurs unités d'origine géographique différente, les francs-tireurs algériens sont souvent amalgamés et fondus dans l'anonymat générique des "francs-tireurs" ou des "corps francs". Ils ne sont

¹³ Émile Zola, *Chroniques et Polémiques I*, 1865 : 45 ; d'après Claude Sabatier, *Les chroniques parisiennes et politiques de Zola (1865-1872), au confluent de l'histoire, du journalisme et de la littérature : Revue électronique d'études françaises, deuxième série, 2-2014*. <https://journals.openedition.org/carnets/1331>

mentionnés que très rarement en tant que tels, même s'agissant de ceux d'entre eux affectés au corps d'armée réputé, dit Armée des Vosges, composé d'un fort contingent de volontaires italiens et confié au général Garibaldi : ils y sont qualifiés le plus souvent de "garibaldiens", sans précision d'origine. L'ordre de bataille de cette armée sera d'ailleurs publié très tardivement, quasiment à la fin de la guerre. Les collections des journaux parus en Algérie à cette époque et archivées en métropole sont pauvres. Le matériau historique est d'autant plus problématique que l'on se heurte à la perte extravagante de nombre de sources potentielles abandonnées à l'Algérie au moment de l'Indépendance.

Difficulté de construction du présent ouvrage, ensuite. Le caractère hétéroclite et lapidaire des informations disponibles complique la composition d'un récit suivi, de facture académique. Il s'agit d'analyser un maximum de pièces authentiques et de récits, si possible de première main, de croiser et de recroiser les différents épisodes qui ont jalonné la campagne militaire des francs-tireurs algériens. Or les archives officielles sont lacunaires et pas toujours fiables. L'organisation officielle des corps francs ne fut rien moins... qu'inorganisée en raison de leur particularisme statutaire et de l'improvisation généralisée qui a suivi. Leurs rares traces administratives sont souvent floues et se perdent souvent très vite. Enfin, le niveau de détail cartographique nécessaire au suivi des pérégrinations quasi-journalières des francs-tireurs algériens nécessiterait l'adjonction d'un lourd appareil documentaire couvrant, à petite échelle, une quinzaine de départements : le recours à un atlas routier du commerce au 1/200 000 du commerce suffira à cet effet.

« Nous pensâmes qu'il fallait laisser nos correspondants raconter eux-mêmes les misères qu'ils avaient endurées et les espérances qui avaient soutenu leur courage. Le roman ne vit qu'aux dépens de la vérité, le roman s'oublie. Ce livre, nous le faisons pour que l'on se souvint : les rapports de ceux dont l'autorité est incontestable, des témoins oculaires, devaient donc y trouver la plus large place possible. »¹⁴

Mais de Barante avait prévenu : « Lorsqu'on étudie le passé, on ne veut pas simplement se donner le plaisir passager d'un récit plus ou moins vivant ; on ne lit pas le témoignage du vrai dans le même esprit

¹⁴ H. Cavaniol, L'invasion de 1870-1871 dans la Haute-Marne ; C. Cavaniol, Chaumont, 1873.

que les scènes plus ou moins naturelles d'un roman ; on y cherche une instruction solide, une connaissance complète des choses [...]. Le soldat qui rapporte le récit d'un combat saura bien dire ce qui s'est passé sous ses yeux. Nous apprendrons de lui un épisode du champ de bataille ; ses impressions et son langage seront un indice de l'esprit et de la composition de l'armée, des mœurs du temps, de la nature de la guerre ; mais il ignore et ne peut nous faire savoir le plan général de la bataille. Il s'est battu devant lui, et n'a vu, ni compris le but de tout ce qui se faisait [...]. »¹⁵

Les contributions personnelles traduisent souvent des impressions spontanées, limitées à un vécu émiété, à l'activité d'un moment, à une vision directe des lieux¹⁶. Le carcan de l'espace et du temps, le manque de moyens de communication et donc de connaissance ordonnée des faits explique que les journaux de marche, les récits des combattants du terrain décrivent quasiment à chaud des événements dissociés, sans lien de continuité, ou de cause à effet, parfois simplement corrélés. Le colonel Cathelineau le reconnaît (voir les « francs-tireurs de Relizane ») : « Simple acteur au milieu de ces événements militaires, j'avoue n'avoir compris le rôle que nous avons joué et les services que nous avons pu rendre qu'en parcourant plus tard, en pleine paix, avec une émotion que ravivera toute nouvelle lecture, les rapports de notre commandant, les ordres de nos généraux en chef, les pièces diverses qui relatent les opérations des armées en présence. Je ne prétends pas ajouter une seule ligne à ces annales authentiques. Les pages qui vont suivre, écrites sans souci des dates et de la stratégie, contiennent seulement des impressions personnelles rendues plus vives par leur contraste avec d'autres milieux, et avec le train de vie ordinaire. Deux batailles, livrées sur un front si vaste qu'elles semblaient échapper au regard, y figureront en esquisses réduites à des coins d'horizon [batailles de Beaune-la-Rolande et du Mans (voir les « francs-tireurs de Blida »)]. »¹⁷

Au-delà des approches politiciennes de certains, les témoignages sont parfois susceptibles de dissimuler des faiblesses humaines, petites ou grandes, eu égard à la faible valeur guerrière réelle et à l'amour-propre de leurs auteurs. Alors, la prudence est de mise.

¹⁵ Prosper de Barante, *Histoire des Ducs de Bourgogne* ; *op.cit.*

¹⁶ Denis Énard, *Souvenirs d'un mobile de la Sarthe* : préface de Dominique Malet ; Monnoyer, Le Mans 1909. gallica.bnf.fr

¹⁷ Georges Tholin, *Le carnet d'un franc-tireur (novembre 1870-mars 1871)* ; Veuve Lamy, Agen 1884. gallica.bnf.fr

D'autant plus que le récit national de la III^e République met en avant les rodомontades du maréchal Lebœuf, ministre de la Guerre de Napoléon III, mais passe sous silence l'incroyable erreur topographique de Léon Gambetta, ministre de la Guerre du gouvernement de la Défense nationale, commise lors de l'une de ses prises de décisions stratégiques impliquant l'Armée de la Loire, et celle tout autant impensable de Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, qui omet d'informer le gouvernement que l'armistice qu'il vient de signer ne concerne ni l'Armée des Vosges de Garibaldi, ni l'Armée de l'Est de Bourbaki...

Enfin, le présent ouvrage repose sur l'étude de plusieurs centaines de publications et de documents archivés, et la consultation, voire le dépouillement, de journaux parisiens ou provinciaux, le plus souvent archivés par la Bnf, ou de documents collectés par Geneanet. Nous disposons d'écrits de combattants allemands, d'une part des mémoires édités en librairie comme ceux de Ludwig Löhlein, d'Ernst Hänssler, de H. Nebe, d'Alfred Berlit, de Karl Legewitt, et, d'autre part, des centaines de lettres privées issues principalement des archives des bibliothèques universitaires fédérales de Bonn et de Saxe-Anhalt, rassemblées dans un récent ouvrage, étonnant¹⁸. Nombre de ces courriers insistent sur le danger présenté par les francs-tireurs...

3 Les francs-tireurs : une réalité patriotique contrastée

Le mouvement des francs-tireurs touche l'ensemble des départements métropolitains ainsi que les colonies, qu'il s'agisse des Antilles, de la Réunion et surtout de l'Algérie. Après avoir suscité les fantasmes guerriers les plus fous de la lutte victorieuse du faible contre le fort, les francs-tireurs de la guerre de 1870-1871 déçurent. Pourtant, leur engagement a largement participé du développement du sentiment national en France et de la démarche républicaine globale : un héroïsme attendu, des promesses de courage, mais un passif riche en rodомontades, en effets mirobolants, en faiblesses tapageuses ; une fin décevante, sinon piteuse, comme pour l'ensemble des troupes françaises. La littérature en a pérennisé une image négative.

Dans leur saga de la guerre de 1870-1871, les frères Margueritte évoquent la ferveur ambiguë des premiers moments de la Délégation du gouvernement, implantée à Tours début octobre 1870 en raison du

¹⁸ Jean-Louis Spieser et Thierry Fuchslock, *Lettres à Élise* ; Pierre de Taillac, Paris 2020.

blocus de la capitale. « En général, on n'augurait pas trop de ces contingents bizarres, ils flattaient néanmoins le chauvinisme futile. »¹⁹ Si bien qu'à la mi-octobre, la presse se faisait l'écho de la lassitude des habitants de Tours excédés par le spectacle offert à leur vue par désœuvrement agité de nombreux francs-tireurs, et soulignait l'impatience manifestée par « l'honorable et courageux ministre de l'Intérieur : le temps n'est pas aux manifestations, il est à l'action », même s'il était « impossible que l'arrivée de deux personnages comme le général Garibaldi et M. Gambetta ne donnât lieu à quelques manifestations sympathiques. Assez de chants, assez de cris, assez de démonstrations de la place publique. Elles ont eu, depuis le commencement de cette guerre, le plus fâcheux effet en endormant le pays sur la gravité de la situation. Bien des gens, après avoir crié : "Vive la République !" s'imaginent que tout est fait et que la patrie est sauvée. C'est ainsi que l'on s'étourdit et que l'on perd en paroles, en discussions, en manifestations, un temps dont chaque minute devrait être consacrée, par les gouvernants et les citoyens, à l'organisation de la défense du pays et à l'action. »²⁰ À peu près au même moment, à Beaumont-en-Argonne, d'autres francs-tireurs mis en scène par Émile Zola ont déjà acquis une solide réputation de bandits de grands chemins : « Si les paysans, malgré la bonne envie qu'ils en avaient, ne livraient pas Sambuc et sa bande, c'était simplement par crainte de recevoir quelque balle au détour d'un sentier, dans le cas où le coup n'aurait pas réussi. »²¹

Fin janvier 1871, les Rouennais assistent à un défilé de troupes harassées, qui frappe Maupassant : « Pendant plusieurs jours de suite des lambeaux d'armée en déroute avaient traversé la ville. Ce n'était point de la troupe, mais des hordes débandées [...]. On voyait surtout des mobilisés, gens pacifiques, rentiers tranquilles, pliant sous le poids du fusil ; des petits moblots alertes, faciles à l'épouvante et prompts à l'enthousiasme, prêts à l'attaque comme à la fuite [...]. Des légions de francs-tireurs aux appellations héroïques : "Les Vengeurs de la Défaite – Les Citoyens de la Tombe – les Partageurs de la Mort" passaient à leur tour, avec des airs de bandits. Leurs chefs, anciens commerçants en draps ou en graines, ex-marchands de suif ou de savon, guerriers de circonstance, nommés officiers pour leurs écus ou la longueur de leurs moustaches, couverts d'armes, de flanelle et de galons, parlaient d'une voix retentissante, discutaient plans de campagne, et prétendaient

¹⁹ Paul et Victor Margueritte, *Les Tronçons du glaive* ; Plon-Nourrit et C^{ie}, Paris 1900.

²⁰ *Le Salut public* de Lyon, 14 octobre 1870 ; www.lectura.plus/Presse/show/

²¹ Émile Zola, *La Débâcle*, 1892.

soutenir seuls la France agonisante sur leurs épaules de fanfarons ; mais ils redoutaient parfois leurs propres soldats, gens de sac et de corde, souvent braves à outrance, pillards et débauchés. »²² En 1873, Alphonse Daudet ressort cette image dégradée lorsqu'il prend pour cible les francs-tireurs de Tarascon : « Frères de la Mort, Chacals du Narbonnais, Espingoliers du Rhône, il y en avait de tous les noms, de toutes les couleurs, comme des centaures dans un champ d'avoine ; et des panaches, des plumes de coq, des chapeaux gigantesques, des ceintures d'une largeur !... Pour se donner l'air plus terrible, chaque franc-tireur laissait pousser sa barbe et ses moustaches, si bien qu'à la promenade le monde ne se connaissait plus. »²³

Le témoignage d'un lieutenant du 3^e bataillon des mobiles de la Dordogne montre que le mauvais départ pris à Tours n'est d'ailleurs pas le fait des seuls francs-tireurs. Fin septembre 1870, « Tours présentait un lamentable spectacle. Des troupes de toutes armes s'y entassaient et, avec ces débris, il fallait former de nouveaux régiments. La débandade avait amené l'indiscipline. La ville manquait de sécurité. Des corps francs s'organisaient, qui prétendaient s'affranchir de toute tutelle. Des fautes très graves furent commises contre la discipline. Les francs-tireurs de Paris firent prisonnier leur colonel ; des soldats tiraient, dans la rue, sur leurs officiers... Le gouvernement s'émut d'une pareille situation, et le Ministre de la Guerre par intérim, le vice-amiral Fourichon, adressa aux troupes l'ordre du jour suivant : "La nation française a prouvé, à d'autres époques et contre les mêmes adversaires, qu'elle savait opérer des miracles ; elle en fera un de plus en épargnant à notre glorieux pays l'humiliation qu'on voudrait lui faire subir. Mais pour vaincre, le nombre ne suffit pas ; l'ordre et la discipline y contribuent plus encore. Sans ordre, sans discipline, les armées ne sont que des multitudes plus redoutables pour leurs concitoyens que pour l'ennemi : au lieu d'être l'orgueil et la force de la Patrie, elles en font la honte et la faiblesse." "Je sais obéir !" disait récemment un glorieux maréchal [le maréchal Canrobert avait accepté de servir sous le maréchal Bazaine, de 18 mois on cadet] ; que chacun de vous s'impose donc ce noble exemple ! »²⁴

²² Guy de Maupassant, *Boule de Suif*, 1880.

²³ Alphonse Daudet, *Contes du lundi, La défense de Tarascon* ; réédition revue et augmentée, G. Charpentier et E. Fasquelle, Paris 1892. gallica.bnf.fr

²⁴ Ernest Gay, *La guerre en province : campagnes de la Loire et du Mans, 1870-1871* ; Ducrocq, Paris 1908. gallica.bnf.fr

Les francs-tireurs de Paris avaient fait fort ! L'un d'eux décrit l'incident, de l'intérieur. Après plusieurs semaines de marche forcées et de reconnaissances, mécontents de leurs conditions de cantonnement à Tours, paille et viande crue, ils manifestent devant l'Archevêché où logent Fourichon, Crémieux et Glais-Bizoin, les premiers délégués du gouvernement de la Défense nationale. Faute d'approvisionnement en vivres suffisants, ils s'en prennent régulièrement à leur colonel, le chimiste et enseignant Aronhson. Un train avait été préparé à la demande du maire pour expédier manu militari ces « dissidents » à Orléans. « Aussitôt, des officiers se détachèrent et allèrent à la gare se rendre compte de la situation. Des groupes avinés les rudoyèrent. Un officier fut frappé d'un coup de baïonnette à la tête et fut obligé de faire feu pour défendre sa vie et faire respecter la discipline méconnue [...]. Plusieurs de ces braves gens prirent le train commandé pour Orléans et y reçurent un triste accueil [...]. Pendant que les officiers faisaient tout pour arrêter la révolte, les autorités donnaient l'ordre à la légion étrangère de prendre les armes pour désarmer ceux qu'on appelait les factieux. On dira peut-être que les francs-tireurs, signalés par une pareille indiscipline, étaient plutôt un danger en ce moment qu'un utile recours ; la conduite de nos hommes, quelques jours après, prouva que l'incurie seule du gouvernement et l'apathie des populations étaient la cause de ces désordres. »²⁵ Ils se rachèteront deux semaines plus tard lors du combat héroïque de Châteaudun, sous le commandement de leur nouveau chef, le lieutenant-colonel Lipowski (voir les « francs-tireurs d'Oran de l'armée de la Loire »).

Les plus controversés sont les soldats de l'armée des Vosges, aux ordres du sulfureux et "universel" Garibaldi. Véritable brigade internationale avant la lettre, ce corps d'armée développe le large spectre des divers profils de corps francs levés contre la Prusse. Selon l'historien militaire suisse, le colonel Rüstow, « les brigades étaient formées fort à l'aventure de corps portant des noms pompeux, auxquels ne répondaient ni la quantité, ni la qualité des gens qui les composaient. Il y avait pourtant encore d'autres corps qu'on n'avait même pas osé faire entrer dans ces brigades ; c'étaient, par exemple les Francs-tireurs de la Mort, les Vengeurs, la Compagnie de la Revanche, les Frères de l'Étoile, etc. »²⁶ Non embrigadées, émiettées sur l'ensemble des fronts, équipées

²⁵ François Bazin, *Histoire du 1^{er} bataillon des francs-tireurs de Paris-Châteaudun* ; Sausset, Paris 1872. gallica.bnf.fr

²⁶ Rüstow, *Guerre des Frontières du Rhin, 1870-1871*, second volume ; J. Dumaine, Paris 1871.

à "la diable", particulièrement soucieuses d'être hors de toute règle commune, ces compagnies franches mèneront un combat diffus qui relève de l'événementiel le plus souvent anecdotique.

4 Les francs-tireurs : des approches historiques partisans

Beaucoup d'anonymat, quelques actes remarquables, en bien ou en mal, tel est l'ordinaire de ces "bohèmes de la guerre", parents pauvres du conflit. L'historiographie de l'immédiat après-guerre est marquée surtout par la fureur de la guerre civile de la Commune de Paris et par la recherche des responsables de la défaite militaire. Les fins partisans ternissent tout particulièrement le mouvement des francs-tireurs. Bien plus que les observateurs, les premiers historiens l'ont considéré comme un épiphénomène, ce qui est justifié d'un point de vue strictement militaire, sauf pour ce qui concerne l'armée des Vosges, engagée sur le front "en avant de Lyon".

Force anecdotes patriotiques sont proposées à chaud à l'imagerie populaire. La valeur des francs-tireurs contribuera après-guerre au culte de la bravoure de l'infortuné combattant français de base qui mérite sa revanche. Dans son ouvrage paru en 1883, le principal historien de la "petite guerre" en France à travers les âges conclut : « Les partisans se multiplièrent pendant la seconde période de la fatale guerre de 1870. Mais dans les affolements de l'invasion, dans la confusion des déroutes, dans la dispersion des responsabilités, dans l'effondrement de la patrie, il ne peut y avoir ni suite dans les opérations, ni unité dans les efforts. L'héroïsme individuel ne pouvait rien contre le nombre. Toutefois, comme ils tiennent virtuellement de la nation, dont ils sont l'essence même, l'héroïsme et l'instinct de la résistance ne périssent pas en France [...]. Souvenons-nous aussi que l'honneur français ne périra jamais. C'est par cette formule, banale peut-être, mais exprimant certainement une rigoureuse vérité, que nous terminerons cette étude, trop longue sans doute. »²⁷

La motivation des francs-tireurs de 1870-1871 n'est aujourd'hui abordée que par le truchement de l'étude du sentiment national et

²⁷ Gustave Desroziers, *Combats de partisans, récits des petites opérations de la guerre depuis le XIV^e siècle jusqu'à nos jours*, librairie militaire L. Baudoin et Cie, Paris 1883. Bibliothèque virtuelle du ministère espagnol de la Défense, en ligne.

patriotique des Français : travaux de Guérin²⁸, de Lestocquoy²⁹, d'Audoin-Rouzeau³⁰ ou encore de Caron³¹. L'aspect proprement militaire de leur action n'est pas encore traité de façon spécifique, au-delà de quelques généralités évoquées pour mémoire. À une exception près, non exhaustive toutefois : un premier ouvrage aborde ce thème, mais limité à la seule campagne de Bourgogne menée par l'armée des Vosges³². Son combat est d'autant plus identifiable que les faits et gestes, les exploits réels ou supposés de Garibaldi ne laissaient guère indifférent... Il n'en est pas de même des nombreuses autres unités de francs-tireurs, le plus souvent supplétives des forces régulières et dont la connotation politique, républicaine ou conservatrice, était moins évidente, en tout cas moins revendiquée ou mise en avant par la chronique.

5 Les francs-tireurs venus d'Algérie

Aucun travail de fond n'est consacré à ce jour aux francs-tireurs algériens. Plus de 1 500 d'entre eux participent pourtant à la campagne de Bourgogne au sein de l'armée des Vosges et aussi de la division Cremer de l'armée de Lyon ; 600 autres combattirent, dispersés, au sein des armées de la Loire et de l'Est. Leurs exploits furent signalés par le commandement militaire chaque fois qu'il y eût lieu de le faire. Des chefs comme le lieutenant-colonel Cruchy, commandant du gros bataillon oranais, comme le capitaine Carcassonne des francs-tireurs de Guelma, comme le lieutenant Héritier de la petite compagnie des "francs-tireurs de la Mort d'Alger", furent reconnus par leurs pairs. La France entière célébra les francs-tireurs de Blida, même s'ils passèrent rapidement au second plan, car repoussés dans l'ombre des anciens "zouaves pontificaux", autrement plus médiatiques dirait-on aujourd'hui. Les francs-tireurs de Blida sont ignorés par le mémorial créé à Loigny.³³

Tous ont sombré dans l'oubli. La campagne des francs-tireurs algériens constitue un détail de l'histoire de France, et même de l'Algérie française. Un seul ouvrage spécifique à leur participation à la défense de

²⁸ André Guérin, *La folle guerre de 1870* ; Hachette, Paris 1970.

²⁹ Jean Lestocquoy, *Histoire du patriotisme en France des origines à nos jours* ; Albin Michel, Paris 1968.

³⁰ Stéphane Audoin-Rouzeau : *1870, La France dans la guerre* ; Armand Colin, 1989.

³¹ François Caron, *La France des patriotes (1852-1918)* ; Fayard, 1985.

³² Robert Molis, *Les Francs-Tireurs et les Garibaldi, Soldats de la République, 1870-1871 en Bourgogne* ; Tirésias, Paris 1995.

³³ Henri Ortholan, *L'Armée de la Loire, 1870-1871* ; B. Giovanangeli, Paris 2005.

la patrie figure sur la liste des 3 735 ouvrages – livres, rapports, articles de revues, etc., de langue française, anglaise ou allemande – mentionnés dans l'une des plus importantes bibliographies relatives à la colonie, établie entre 1851 et 1897 par l'ancien consul général d'Angleterre pour l'Algérie et Tunis, élaborée à partir des fonds de la bibliothèque d'Alger et de la bibliothèque nationale de Paris.³⁴ De même, un seul document relatif à la Commune d'Alger y est listé.³⁵

Un exemple symbolique de cet effacement dans les mémoires concerne l'évolution de la toponymie de quelques villages de colonisation créés en 1873-1874³⁶ : Bois-Sacré, Franchetti, Paladines, Coulmiers et Châteaudun-du-Rhumel, deux agglomérations implantées le long de la route Alger-Sétif-Constantine.

Le village de Bois-Sacré est créé en Kabylie sur le Sebaou, à 15 kilomètres en amont de Dellys, par le mentonnais Abbo. Dans le village de Castellar situé dans l'arrière-pays mentonnais, une plaque commémorative apposée par « Le Souvenir français et la municipalité » – association patriotique créée en 1887 avec pour but de « développer l'enracinement mémoriel de la guerre de 1870 ³⁷ » – rappelle que Joseph Abbo avait présidé le 19 janvier 1873 à l'installation de 74 colons originaires de ce village. Le toponyme "Bois-Sacré" avait été retenu en référence au bois proche de Loigny, lieu-dit "Bois des Zouaves", qui avait été en décembre 1870 le théâtre d'un combat rapidement devenu homérique, au cours duquel les "zouaves pontificaux" et les francs-tireurs de Blida avaient engagé une lutte désespérée. Or, pour expliquer l'origine du nom de ce village de colonisation, le guide Joanne "Algérie et Tunisie" de 1901 ne fait référence qu'à « l'onomatopée de Bou-Askri, "le père du soldat". » En 1908, le village deviendra plus simplement "Abboville".

³⁴ Lieutenant-colonel Sir R. Lambert Playfair, *A bibliography of Algeria, from the expedition of Charles V in 1541 to 1887*, Clowen and sons, London 1888. Supplément to 1895. John Murray, London 1898.

³⁵ *Exposé historique et documents justificatifs pour servir à l'histoire d'Alger pendant la période révolutionnaire de 1870-1871* ; Le Clère, Paris 1876. D'après Antoine-Théodore Lamy : *Recueil de souvenirs moraux et religieux d'un vieux soldat à ses petits-enfants...*, A. Le Clère, 1869. Bibliothèque « L'Alcazar » de Marseille.

³⁶ Achille Fillias, *Dictionnaire des communes, villes et villages de l'Algérie* ; de Lavagne, Alger 1878. gallica.bnf.fr

³⁷ Jean-Marc Valentin, *Gabriel Abbo, député du département d'Alger (1921-1924)* ; revue *L'algérieniste*, n° 169, mars 2020.

Le toponyme "Franchetti" reprend le nom du commandant d'un corps de francs-tireurs métropolitains, les "Éclaireurs à cheval de la Seine". Originaire d'une ancienne famille israélite de Livourne, arrivée selon certains à Oran avant même la conquête, âgé de trente-cinq ans, il est mortellement blessé début décembre 1870 par un éclat d'obus à la bataille de Champigny. Son action dans la défense de Paris, les circonstances de sa mort, ses funérailles quasi nationales, firent la une des journaux. Pour honorer sa mémoire, on baptise de son nom une annexe de Saïda, anciennement Dra-er-Rhamel³⁸. Le 3 mars 1874, Chanzy écrivait à sa veuve : « Le souvenir des dévouements héroïques qui se sont produits pendant la dernière guerre, alors que la France défendait son honneur et son territoire, doit être religieusement conservé, parce qu'il honore le pays, lui rappelle ce qu'est le véritable patriotisme et lui donne espoir pour l'avenir. La mort du commandant Franchetti est un de ces dévouements. J'ai été heureux d'honorer sa mémoire en donnant son nom au village qui vient d'être créé à Dra-Remel, dans la subdivision de Mascara, pour recevoir une partie de nos frères d'Alsace et de Lorraine qui ont voulu rester Français [...] »³⁹ Le guide Joanne précisera encore en 1901 qu'il « s'agit du nom d'un des défenseurs de Paris en 1870. »⁴⁰

Le village de Paladines, selon ce guide, tire son nom du « général qui s'est illustré pendant la guerre de 1870-1871 [victoire de Coulmiers]. »⁴¹ S'agissant du village de Coulmiers, Joanne indique simplement que c'est un « nouveau village », sans plus de précision. Ce toponyme évoque pourtant la victoire éponyme, une des rares batailles en ligne gagnées par la France. Il a été créé en 1873 au lieu-dit Moulin Gassiot à proximité de Châteaudun-du-Rhumel. Joanne précise que ce village est implanté au lieu-dit Mecta-el-Arbi⁴², rebaptisé "Relais Seigle" au tout début de la colonisation⁴³. "Châteaudun" évoque le combat héroïque des francs-tireurs métropolitains livré dans cette ville martyre d'Eure-et-Loir. Mais pour ses habitants, ce toponyme ferait tout simplement référence à Bonneval, agglomération située à une quinzaine de kilomètres au nord de Châteaudun sur la route de Chartres, la ville natale de leur concitoyen Rimbert. Ce colon, pionnier de la région

³⁸ Achille Fillias, *op.cit.*

³⁹ Edgar Rodrigues, *Les Volontaires de 1870*, Michel Lévy frères, Paris 1874. gallica.bnf.fr

⁴⁰ Louis Piesse, *Algérie et Tunisie* ; Guides Joanne, Hachette et C^{ie}, Paris 1901.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Edgar Rodrigues, *op.cit.*

⁴³ Achille Fillias, *op.cit.*

installé à proximité de Mecta-el-Arbi, à Oued Dekri, aurait été à l'origine de ce nom parce que la plaine d'El-Khémis qui allait accueillir ce nouveau centre lui rappelait celle de sa naissance, « la Beauce, après la moisson, lorsqu'il ne reste plus que des chaumes secs et jaunis sur de vastes étendues. »⁴⁴ En 1925, dans le guide "Mellottée-Conty", successeur du "Joanne", tout a changé, sauf pour "Bois-Sacré", toujours mentionné alors que devenu officiellement "Abboville" en 1908 : ce maintien n'avait sans doute rien de patriotique, mais correspondait probablement à un défaut de mise à jour par l'éditeur ? Franchetti devient Franchetti-les-Châteaux, du nom de « ses roches si bizarrement déchiquetées qu'elles ont absolument l'air de ruines féodales »⁴⁵. Paladines disparaît, remplacé par son ancien toponyme, "Bir-el-Arch" », étrangement accolé à "Navarrin". De même, on ne retrouve ni Coulmiers, ni Moulin Gassiot.

Toutefois, Alger comptait toujours en 1961 une rue Aurelle de Paladines. C'est, semble-t-il, le seul toponyme lié à la guerre de 1870 à avoir traversé les temps, avec "Chanzy", appellation donnée en 1896 à une nouvelle agglomération de la commune d'Ali-ben-Youb située sur la route d'Oran à Ras-el-Ma : « Trois habitants du village (M.M. De Diétrich, Renaud et Aué) ayant servi sous les ordres du général Chanzy et décorés par lui de différentes décorations militaires, choisirent son nom. Ce choix heureux fut acclamé par la population du village parce qu'on y voyait une preuve de patriotisme et un souvenir de reconnaissance. »⁴⁶ Certaines municipalités, par exemple celles de Bône (voir « les francs-tireurs de Bône ») et de Jemmapes (le 14 juillet 1907), baptiseront des rues ou apposeront des plaques commémoratives rappelant le dévouement des "volontaires" algériens.

⁴⁴ Évocation de Maurice Villard et Yves Bassard de *l'Amicale des Sétifiens reprise par un habitant de Châteaudun du Rhummel* : <http://fr.blog.360.yahoo.com>, M. Hafdi Nori, article du 18 février 2008, ou bien <http://hafdi.unblog.fr/>

⁴⁵ Guides Mellottée-Conty, *Algérie et Tunisie* ; Paul Mellottée, Paris 1925.

⁴⁶ Monographie de Chanzy, Sidi Ali-ben-Youb, http://coundris.chez-alice.fr/f_repertoire1.htm

CHAPITRE I

LES FRANCS-TIREURS DE 1870-1871, MANIFESTATION PAROXYSTIQUE DU PATRIOTISME FRANÇAIS

« Selon vraie discipline militaire, jamais ne faut mettre son ennemi en lieu de désespoir, parce que telle nécessité lui multiplie sa force et accroît le courage qui déjà était abattu et failli, et qu'il n'y a de meilleur remède de salut à gens étonnés et recrues que de n'espérer salut aucun. »⁴⁷

« Lorsque des armées étrangères envahissent le sol de la patrie, il faut s'attendre à être pillé, ruiné et maltraité si l'on n'a pas le courage de se défendre. Si l'armée nationale est détruite et qu'on n'ait plus les moyens d'opposer des forces imposantes à l'ennemi, voilà le cas de former promptement des guérillas ou corps de partisans. »⁴⁸

« Oui, il faut que l'amour de la patrie soit un sentiment bien ardent et bien fort pour que tous ces hommes s'arrachent au foyer domestique et aux saintes joies de la famille, et que, sans murmurer, joyeux même, ils s'en aillent à l'abattoir, bouchers ou victimes. »⁴⁹

« Aujourd'hui, les âmes des nations ne peuvent pas combattre l'arsenal des nations. »⁵⁰

⁴⁷ François Rabelais, *Vie inestimable du grand Gargantua, père de Pantagruel*, chapitre 43.

⁴⁸ Jean Frédéric Le Mièr de Corvey, *Des Partisans et des corps irréguliers*, chapitre IV ; Paris, 1823. D'après Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie* ; Laffond, Paris 1990.

⁴⁹ Léo Armagnac, *Quinze jours de campagne (août-septembre 1870) : étapes d'un franc-tireur parisien de Paris à Sedan* ; 2^e édition ; Hachette, Paris 1882. gallica.bnf.fr

⁵⁰ Trochu, *chef du gouvernement de la défense nationale*, d'après *Le Messager du Midi*, 15 juin 1871 ; //memonum-mediatheques.montpellier3m.fr

Le terme "Résistance" renvoie couramment à la guerre de 1939-1945. Or, il remonte historiquement à celle de 1870-1871. Au cœur de ce cadre mémoriel, le franc-tireur symbolise le caractère indomptable de la France. Le concept dérive de celui de la « levée en masse » décrétée par la Convention le 23 août 1793 et célébrée le 25 par acclamation d'une proposition de Barère : « Tout citoyen est soldat quand il s'agit de combattre la tyrannie. Jusqu'au moment où les ennemis seront chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées » [...]. Partie intégrante du « vocabulaire de la Grande Révolution », le terme de « citoyen » redevint usuel chez les néo-Montagnards et Girondins de février 1848, véritable « raz-de-marée : on s'appelle "citoyen" dans les rues, on signe ses lettres "Salut et fraternité", on plante des arbres de la liberté, on ouvre des clubs... [voir les « francs-tireurs de la Mort d'Alger »]. »⁵¹

La citoyenneté héritée de 1789 et 1793, rénovée en 1848 dans le creuset du suffrage universel, est donc celle du citoyen disposant à la fois du port d'une arme et d'un bulletin de vote. Cependant, on ne peut écarter les dix-sept milices communales du domaine de l'état capétien – celles de Compiègne, Corbeil, Dreux, Melun, Paris, Arras, Abbeville, Beauvais, Soissons, etc. – dont l'intervention en fin de journée à Bouvines, le 27 juillet 1214, fit pencher l'issue de la bataille en faveur de Philippe Auguste. La référence à ce lointain passé par des auteurs comme Le Mièrre de Corvey en 1823, Gustave Desroziers⁵² en 1883 et Charles Hainchelin⁵³ en 1945 apporte « une dimension légendaire, interprétation de faits réel en s'éloignant de la réalité originelle » au « mythe, représentation symbolique du réel »⁵⁴ de la bataille de Bouvines. En 1870, seul demeure le côté magique des élans patriotiques de 1792 et 1793 : « Il était naturel, quand la France fut réduite aux abois, que Gambetta, imbu des souvenirs de 1793, que, d'ailleurs, il interpréta mal, se figurât avoir trouvé la formule de salut en faisant décréter par la Délégation de Tours [du gouvernement resté dans Paris assiégé] non la levée en masse, mais, ce qui n'est pas la même chose, la levée générale

⁵¹ Jean Lebrun, *Charles de Rémusat : Mémoire de ma vie (1874-1875)* ; Perrin, Paris 2017.

⁵² Gustave Desroziers, *Combats de partisans, récits des petites opérations de la guerre depuis le XIV^e siècle jusqu'à nos jours* ; librairie militaire L. Baudoin et Cie, Paris 1883. Bibliothèque virtuelle du ministère espagnol de la défense.

⁵³ Charles Hainchelin, *Les Francs-tireurs dans l'histoire de France* ; éditions France d'Abord, Paris 1945.

⁵⁴ Cécile Vast, *L'identité de la Résistance* ; Payot, Paris 2010.

[de plusieurs classes d'âge]. »⁵⁵ Par la construction dans les années 1880 d'une église de style néo-gothique à Bouvines, la III^e République commémore par le détail de 21 vitraux la victoire remportée par les fantassins des communes de la région sur les Allemands de l'Empereur Othon IV ...

L'évolution historique de cet art de la guerre consiste dans le passage d'une simple modalité organisationnelle liée à une notion de vassalité populaire à un processus enrichi de morale citoyenne, celui de la nation en armes, sous diverses formes : armée régulière ; conscrits, mobilisés, volontaires ; corps irréguliers. « En recourant à la "levée en masse", conséquence logique de l'idée de souveraineté du peuple, la Révolution française et, après elle, l'Empire, démocratise de façon radicale un métier réservé à des armées professionnelles jusqu'alors largement composées de mercenaires. Ce terme n'ayant, de la Renaissance au XVIII^e siècle, aucune connotation péjorative. »⁵⁶

D'où une succession de définitions possibles. Franc-tireur en 1832 : « Celui qui fait partie d'un corps franc organisé pendant une guerre pour combattre parallèlement avec l'armée régulière. »⁵⁷ Franc-tireur en 2000 : « Combattant qui opère en marge de l'armée régulière. L'appellation de franc-tireur apparaît pendant le siège de Sébastopol [cf. les "bachi-bouzouks" du général Yusuf pendant la guerre de Crimée⁵⁸] et surtout pendant la guerre de 1870-1871. Sont alors ainsi baptisés des corps de volontaires de volume variable qui se lèvent contre l'envahisseur et auxquels le commandement allemand refuse la qualité de belligérant. »⁵⁹ De nos jours, selon le musée virtuel de l'Infanterie : « Les corps francs » et les « compagnies de francs-tireurs » sont des « unités indépendantes de 60 à 200 hommes qui s'équipent et s'arment comme ils peuvent (souvent à leurs frais) ; ils portent souvent des noms pittoresques : "Les Tirailleurs à la branche de houx", "Les Enfants perdus du Beaujolais", "le bataillon de l'Égalité de Blida", etc. Ils agissent parfois comme éclaireurs de l'armée régulière, mais dans la plupart des cas ils mènent des actions de harcèlement et de coups de

⁵⁵ Général F. Canonge, *Histoire de l'invasion allemande en 1870-1871* ; Perrin et C^{ie}, Paris 1913.

⁵⁶ Gérard Challian, *op.cit.*

⁵⁷ *Dictionnaire de l'Académie française* de 1832.

⁵⁸ Vicomte de Noë, *Les Bachi-Bozouks et les Chasseurs d'Afrique* ; Michel, Lévy frères, Paris 1861.

⁵⁹ Définition de Jean Delmas, dans 2000 *Encyclopaedia Universalis*.

main sur l'ennemi, ce qui amène des représailles de la part de celui-ci sur les populations civiles. »⁶⁰

Un historien suisse, conservateur du Musée militaire genevois et professeur d'histoire à la vénérable École d'ingénieurs de Genève, a proposé en 2019 la définition suivante : « Il s'agit d'unités de volontaires levées lors de l'effondrement de l'armée française. Ce sont ce qu'on appellerait aujourd'hui des "résistants" ou des "terroristes" selon qu'on est de leurs amis ou de leurs ennemis. Jusqu'en 1945, ils ne jouirent d'aucune protection juridique et, s'ils étaient pris les armes à la main (ou s'ils étaient susceptibles d'avoir causé des dommages à l'armée ennemie), ils pouvaient être exécutés, sans procès, tout à fait légalement. Quelques unités avaient été incorporées à l'Armée de l'Est et internées en Suisse avec celle-ci. Les Suisses auraient pu refuser de les accueillir puisqu'ils n'entraient dans aucune des catégories prévues par les conventions internationales. On recensa quelques-unes de ces unités dont : "les francs-tireurs du Haut-Rhin", "les francs-tireurs de l'Allier", "les francs-tireurs de Nice", etc. »⁶¹

1 Les corps francs : souvenance des antécédents éparpillés au fil de l'histoire

Après Bouvines, le service du Roi avait connu, de façon non exhaustive, Du Guesclin, Bayard, le connétable de Richemont, les Enfants de Montluc, Vauquelin de la Fresnaye, Coqueville, Barbot, les "partisans commissionnés" et "partisans réguliers" » des "compagnies franches" de l'armée de Louis XIII, les Partisans de Villars, les Chasseurs de Fischer, les Miquelets, les Légionnaires de M. de Viomesnil ; les Artistes de Mademoiselle Montensier, les Peintres, les Sculpteurs, les Boursiers de Louis-le-Grand ; les Légions belge, batave, les Germains (dont Augereau et Marceau), les bataillons francs de 1792... sans oublier les Chouans et contre-Chouans !⁶²

En novembre 1870, La Presse, le premier grand quotidien français, ne manque pas de rappeler l'histoire des francs-tireurs des Vosges du temps de la Révolution. « En 1791 et 1792, le département des Vosges mit sur pied quinze bataillons de francs-tireurs qui furent d'un grand secours pour les armées de la Moselle et du Rhin. Le 1er

⁶⁰ www.musee-infanterie.com

⁶¹ Richard Gaudet-Blavigna : *Février-mars 1871, L'internement des Bourbakis en Suisse* ; revue *Le Brécaillon* n° 27. [uploads/2019/07/brec27.pdf](https://www.brec27.org/uploads/2019/07/brec27.pdf)

⁶² Gustave Desrozières, *op.cit.*

bataillon était commandé par Lebon, le 5^e par Duband, le 9^e par Girard et le 11^e par Marchal, qui retournèrent modestement à la charrue, au comptoir et à l'étude qu'ils avaient quittés au moment du danger pour la patrie. Un autre bataillon était commandé par Humbert qui devint général de division. »⁶³ C'est probablement en août et septembre 1792 que les troupes austro-prussiennes souffrirent le plus, ce dont ont témoigné Lombard, le secrétaire du roi de Prusse, et le prince de Ligne, lui-même au service de l'Empereur d'Autriche.⁶⁴ D'où l'avertissement du duc de Brunswick, le chef des armées d'invasion : « Les habitants des villes, bourgs et villages qui essaieraient de se défendre contre les troupes de leurs Majestés Impériale et Royale seront punis sur-le-champ, suivant la rigueur du droit de la guerre, et leurs maisons seront démolies ou brûlées. »⁶⁵ Et le duc se féliciter de son expédition punitive du 24 octobre 1792. Circonstance rappelée dans le détail en décembre 1870 par la presse parisienne, qui conclut : « Jadis on les pendait, ces hardis habitants qui songent à défendre leur sol envahi. Aujourd'hui on les fusille. C'est toujours la même Prusse : le Brunswick de 1792 a déteint sur le Bismarck de 1870. »⁶⁶

Inversement, sous le Directoire, les soldats français furent à deux reprises victimes à l'étranger d'oppositions de ce type. En 1796, pendant la première coalition, ceux du général Moreau, évacuent la Bavière pour rejoindre l'Alsace après la défaite de Jourdan et sont harcelés tout au long par les partisans du capitaine autrichien Kray. En 1799, dans le contexte de la deuxième coalition, le corps franc d'un autre officier autrichien, le capitaine comte Mier, fit souffrir Jourdan, à nouveau renvoyé sur la rive gauche du Rhin⁶⁷.

Sous le 1^{er} Empire, en 1808, la guérilla des insurgés espagnols a raison des troupes napoléoniennes, conduisant à la formation de la cinquième coalition... Leur efficacité sera rappelée en pleine occupation de la France par l'Allemagne nationale-socialiste dans un curieux ouvrage d'inspiration marxiste publié en 1942 par le jeune libraire-éditeur algérois Edmond Charlot, alors en difficulté avec le régime de Vichy, proche de Camus, Roblès, Roy, Max Pol-Fouchet, mais aussi de

⁶³ *La Presse*, 23 novembre 1870 ; gallica.bnf.fr

⁶⁴ Charles Hainchelin, *op.cit.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *La Presse*, 15 décembre 1870 ; gallica.bnf.fr

⁶⁷ *Revue d'Histoire rédigée à la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée* ; vol 35, parution de juillet-septembre 1909 ; gallica.bnf.fr

Kessel, Gide et Garcia Lorca⁶⁸. De 1807 à 1810, deux autres meneurs anti-français agitent eux aussi nos voisins d'Outre-Rhin : le Prussien Ferdinand von Schill et l'Autrichien Andreas Hofer. En 1811, le grand militaire prussien Gneisenau développe ses réflexions sur le thème des francs-tireurs. Devenu chef d'état-major de Blücher, il passe à l'acte en avril 1813 (sixième coalition), dans la région située entre la Weser et l'Elbe, puis à Magdebourg. Le 21 avril 1813, une ordonnance prussienne crée le "landsturm battalion", en charge de harceler l'ennemi, de le maintenir constamment en alerte, de s'attaquer à ses convois, ses courriers, ses cantonnements, ses hôpitaux, de nuit comme de jour, et de seconder l'armée régulière en protégeant ses propres convois de transport de fonds, de ravitaillement, de munitions, de prisonniers, etc. Selon Engels, qui commente les débuts de la guerre de 1870, « de fait, cette loi constitue un véritable vade-mecum à l'usage du franc-tireur, applicable aujourd'hui en France tout autant qu'il l'était alors en Allemagne. »⁶⁹

En 1814, pendant la campagne de France contre la sixième coalition, Napoléon recourt aux corps francs, « propres à inspirer de la crainte aux généraux-marquis de leurs majestés impériales. »⁷⁰ Le 4 janvier, les départements sont tenus de se mobiliser en nombre : « Tous les individus "en état de porter les armes se lèveront, quelle que soit l'espèce d'armes qu'ils pourront se procurer [...]. Les citoyens s'armeront et seront formés en demi-compagnies de cent et cinquante hommes". Le général "chef de l'insurrection" désignera les officiers parmi "les plus aisés" [...]. Ceux qui s'engagent à lever au moins trente hommes obtiendront des "patentes" de partisans et seront à disposition du "général commandant l'insurrection". Ils auront pour tâche d'intercepter les convois, de prendre les courriers, de mettre le feu aux magasins ou aux parcs isolés, de harceler les arrières de l'ennemi. »⁷¹ En première ligne, le préfet de l'Aube fait apposer l'affiche suivante : « Considérant que le département de la Haute-Marne est envahi par les troupes ennemies, que celui de l'Aube est menacé du même sort [...], tous les habitants en état de porter les armes sont appelés à la défense du territoire du Département de l'Aube. Ceux de la ville de Troyes, dans

⁶⁸ Joseph Jolinon, *Guérillas 1808*, réédition de 1946 ; Editions de la nouvelle France, Paris.

⁶⁹ Article paru à Londres dans le *Pall Mall Gazette* du 9 décembre 1870, dans une série intitulée « *Notes sur la Guerre* » ; <http://www.marxists.org/archive/marx/works>

⁷⁰ Pierre Miquel, *Napoléon, la campagne de France* ; Bartillat, Paris 2003.

⁷¹ *Ibid.*

laquelle une cohorte urbaine est organisée, sont spécialement attachés à sa défense [...]. »⁷²

L'empereur signe ensuite, les 5 et 7 mars, ses "décrets de Fismes", petite bourgade située sur la route de Reims à Soissons. Le 5 : « Tous les maires, fonctionnaires publics et habitants, qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent ou dissuadent les citoyens d'une légitime défense seront considérés comme traîtres et traités comme tels. »⁷³ Le 7 : « Tous les citoyens sont requis de courir aux armes, de sonner le tocsin quand ils entendent approcher le canon de nos troupes, de se réunir, de parcourir les bois, de rompre les ponts, d'attaquer les flancs et les arrières de l'ennemi [condensé de l'article 1]. »⁷⁴ Fin 1870, le journal de Gaillac reprendra intégralement l'article 2 de ce texte : « Tout citoyen français pris par l'ennemi et qui serait mis à mort, sera sur le champ vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier ennemi » ; avec le commentaire suivant : « Pour tout bon Français, ce décret est toujours virtuellement en vigueur. »⁷⁵

Les paysans champenois n'avaient pas attendu les ordres de l'Empereur pour réagir à cette nouvelle occupation de leur région, souvent cruelle : après une série d'accrochages, ce même 7 mars, les habitants de Vassogne, d'Oulches, d'Ailles, de Chevreigny assaillent les Russes sur le Chemin des Dames, massacrent leurs traînards à Craonne, vengeant dans la fureur les tueries de Vendresse, Presles, Novion, Crésancy⁷⁶. « Les véritables héros sont les paysans qui prennent les armes, excédés par les viols, les réquisitions et les exécutions sommaires. »⁷⁷ Un roman tardif évoque la bataille dite de Laon : « Encore s'ils n'avaient fait que voler et assassiner ! Mais on parlait aussi d'autre chose qui faisait trembler toutes les honnêtes femmes du pays. Dans plusieurs cantons, les hommes devenaient comme fous et enragés de colère, et attendaient les traînards étrangers au coin des bois pour leur couper la gorge. Malheureusement, on n'avait pas de fusils. Pourquoi ? L'empereur Napoléon ne voulait pas. C'était contre l'ordre public, comme il disait. Ah ! si nous avions eu tous des fusils ! Les

⁷² Troyes, Imprimerie Sainton, 1814 ; document en vente à la librairie « La poussière du temps », Paris 6^{ème}.

⁷³ Pierre Miquel, *op.cit.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Le Mémorial de Gaillac*, 31 décembre 1870 ; retronews.fr

⁷⁶ Commandant Henry Lachouque, *Résistants de 1870-1871* ; dans la *Revue historique de l'Armée, Guerre de 1870-1871*, numéro 1 – 1971 (Spécial).

⁷⁷ Jean-Marc Largeaud, *Autour des Maries-Louises* ; *Revue Le Télémaque*, 2012/2 (n°42), article mis en ligne par Cairn.info le 23/11/2012.

ennemis auraient pu venir douze cent mille en France, il n'en serait pas sorti douze cents [...]. Moi, pourtant, j'avais une mauvaise carabine longue comme le tronc d'un hêtre et qu'on m'avait permis de garder avec un peu de poudre, de gros plombs et des balles pour chasser en hiver les loups et les sangliers qui venaient se promener devant ma ferme [...]. Aujourd'hui, et hier, et avant-hier, et toute la semaine, nous ne faisons plus que ça, maintenant [tuer des soldats étrangers]. »⁷⁸

Les populations se mobilisent depuis le département de l'Yonne jusqu'aux départements lorrains : Ardennes, Argonne, Vosges, Meuse, Meurthe ; mais aussi Saône-et-Loire, Somme, Puy-de-Dôme, Alpes. Dans son ouvrage relatif à la campagne de 1814, Pierre Miquel montre combien la multiplication des coups de main compliqua la conduite des opérations des Prussiens : « Les généraux devaient prévoir d'importantes escortes pour les convois de ravitaillement et les courriers. Les lignes de ravitaillement des armées étaient particulièrement menacées par les paysans français, souvent dépouillés et affamés, qui se livraient à leur tour au pillage. »⁷⁹ Combattirent dans ce contexte patriotique le « premier corps franc du département de la Seine, colonel Simon [et le] deuxième corps franc de la Seine, colonel Debruyne ; les Chasseurs de la Seine et de la Seine-et-Marne, colonel Bouchet ; les éclaireurs de Compiègne ; le corps franc de la Nièvre, formé par Forbin-Jeanson, chambellan de l'empereur ; les compagnies franches de la Meurthe, de la Meuse et de la Marne, colonel Viriot et général Achille Duvignau ; les partisans des frères Brice dans la région de Blamont, du capitaine Claude de la Blaisière dans la région de Buligny, de Wolff en Alsace [voir annexe]. De certains corps francs, on connaît seulement le nom des chefs : Perki, Drouot, Bauffremont, Dumont, Demeezemaker, Demaulde, Lenormand de l'Osier, etc. »⁸⁰ Pour la Lorraine, on peut mentionner Moitrier (ex-sergent aux chasseurs des forêts), Didier ("maître d'école") et Mann, ("garçon de brasserie"). La Presse évoquera en 1870 « le corps franc qui alla prendre position dans les gorges de Bussang et aux environs, et s'y maintint contre l'ennemi durant toute la campagne quoiqu'il ne fût pas appuyé par des forces régulières ; une ordonnance royale du 6 mai 1814 licencia ce corps. »⁸¹

⁷⁸ Alfred Assolant, *La bataille de Laon (1814)* ; E. Plon et C^{ie}, Paris 1883. gallica.bnf.fr

⁷⁹ Pierre Miquel, *op.cit.*

⁸⁰ Charles Hainchelin, *op.cit.*

⁸¹ Article du *Moniteur officiel du département de Seine-et-Oise* du 14 novembre repris par *La Presse* du 23 novembre 1870 ; gallica.bnf.fr

En 1815, pendant les Cent Jours, le département de la Moselle mobilise quatorze bataillons de la garde nationale, dont l'un arbore fièrement un « drapeau brodé par les dames de Sarrebrück. »⁸² Parallèlement Napoléon, sous le couvert du général Gérard, chef de l'armée de la Moselle, a chargé le général Guillaume de Vaudoncourt d'organiser des corps de francs-tireurs⁸³. Un millier d'entre eux agit sous le commandement des colonels Young et Viriot ou encore de l'avocat Franz, de Sarrelouis. À la mi-février, le corps bavarois qui bloque Longwy est dispersé : « Le général Belliard fit sortir de Metz le général Meriage, avec trois bataillons de la garde nationale et deux compagnies franches, faisant trois cents hommes en partie à pied, en partie à cheval. Le général Meriage prit position à peu de distance de Longwy, dans la nuit du 11 au 12. Les corps francs s'élancèrent sur l'ennemi, qui fut surpris, mis en déroute et poussé à deux lieues de là. Les Prussiens perdirent cent cinquante hommes, mille cent prisonniers, et leurs munitions furent détruites. »⁸⁴

Après Waterloo, les corps francs contribuent à retarder l'entrée des Bavares dans Sarrebrück jusqu'au 23 juin 1815. Le 3 juin, à Sarrebourg dans le département de la Meurthe, les francs-tireurs du 2^e corps des Chasseurs Volontaires du lieutenant-colonel Brice ont failli s'emparer du Tsar et de l'Empereur d'Autriche.⁸⁵ Le 28 juin, la résistance multiforme qu'ils affrontent depuis quelques jours en Alsace, finit par exaspérer les Autrichiens du prince de Wurtemberg. Selon Vaudoncourt, « la journée coûta plus de 3 000 hommes à l'ennemi. Nous en perdîmes sept cents et quatre canons. Le lendemain, le général ennemi, pour se venger, fit brûler le village de Souffelweyersheim [aujourd'hui, banlieue nord de Strasbourg] sous le prétexte mensonger que les habitants avaient fait feu sur ses troupes, et fit ravager les villages voisins. » Un peu plus tard, alors que l'archiduc Ferdinand mène ses troupes depuis Colmar vers Fontainebleau d'une part, et vers Dijon d'autre part, celles de ses avant-gardes qui traversent les Vosges affrontent force chausse-trappes : « Schwarzenberg, encore irrité du danger qu'il avait couru à Sarbourg, résolut de s'en venger et ordonna qu'on arrêtât les premiers gardes nationaux qu'on pourrait rencontrer. »

⁸² D'après Henry Contamine, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, 1932 ; archives départementales de la Moselle, R 272-288.

⁸³ Frédéric François Guillaume de Vaudoncourt, *Histoire des campagnes de 1814 et 1815 en France* ; tome IV, livre III, chapitre 3 ; Avril de Gastel, Ponthieu & C^{ie}, Paris 1826.

⁸⁴ *Ibid*, chapitre 4.

⁸⁵ *Ibid*, chapitre 3.

Le 7 juillet, sept hommes sont fusillés. « Wrede et le prince de Wurtemberg en firent autant de leur côté ».⁸⁶ Les Anglais parlent de "bandes de traîtres armés" lorsque, malgré l'exil de l'Empereur, quelques groupes poursuivent la lutte : francs-tireurs de Mâcon, de la Meurthe, éclaireurs-chasseurs de la Moselle, francs-tireurs des Vosges de Neufchâteau.

Une résurgence mémorielle de ces événements épiques traverse les règnes de Charles X et de Louis-Philippe. Peu connu de nos jours, Le Mierre de Corvey, compositeur de vingt-trois opéras et de nombreuses pièces pour piano et autres instruments de musique, mort en 1832, rédige... un « Manuel d'organisation des corps francs dès le temps de paix », fruit de son expérience de la guérilla, acquise durant sa longue carrière militaire. Tant en Espagne qu'en Belgique, il avait côtoyé Jean-Baptiste Milhaud, ancien régicide devenu général d'Empire, que Victor Hugo a rendu légendaire en 1862 dans *Les Misérables* en relatant sa participation à la bataille de Waterloo. En 1846, Balzac met en scène dans *La Cousine Bette* les trois frères Fischer qui « servirent en désespérés dans les corps francs de 1815. »

Rien de cela n'est oublié en 1870. Si certains, trop jeunes, n'ont pu faire le coup de feu eux-mêmes, ils ont vu parents et voisins prendre les armes, ou entendu évoquer tel ou tel cas. Il en est probablement ainsi de M. Landwerlé, habitant de Bouxwiller devenu chef comptable d'une banque à Marseille, qui adresse dès la fin juillet 1870 une supplique au préfet du Bas-Rhin : « Lors des invasions de 1814 et 1815, un chef de partisans, seulement connu sous le nom de "général Wolff", opérait avec quelques succès dans les montagnes du Bas-Rhin jusqu'aux environs de Wissembourg ; il inquiétait beaucoup l'ennemi... J'ai également le désir, Monsieur le Préfet, d'être encore utile à mon pays ; aussi, je prends la liberté de vous prier de m'autoriser à créer une compagnie de corps francs dans le Bas-Rhin. »⁸⁷ Sa requête sera écartée, en particulier en raison de ses soixante ans bien sonnés.

Dans les premiers jours de septembre, le nouveau commandant du 5e corps d'armée basé à Laon, le général de Wimpfen, appelle la population du département de l'Aisne à prendre les armes. Commandant de la division d'Oran, il avait été affecté au Camp de Châlons (Mourmelon) au moment de la bataille de Sedan. C'est lui qui avait signé

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Courrier adressé le 22 juillet 1870 au Baron Prou, préfet du département du Bas-Rhin ; archives départementales du Bas-Rhin, liasse 14M1.

sur ordre de Paris la capitulation de l'armée du Rhin, le 2 septembre 1870. Il avait été envoyé par la suite dans ce département dont il fallait organiser la défense. « Habitants du département de l'Aisne ! Un de vos enfants [il est natif de Laon], arrivé hier à Paris, ne s'accorde même pas la satisfaction de voir sa famille avant d'aller à l'ennemi. Il se rappelle au souvenir des siens et au vôtre, et vous engage à vous montrer les dignes enfants de ceux qui, en 1814 et 1815, se joignaient à nos soldats pour combattre l'invasion. L'ennemi ne pourra, je l'espère, arriver jusqu'à vous avec les masses qui ont envahi les provinces de l'Est ; mais des fractions de corps, quelques cavaliers, peuvent venir insulter vos villes et vos villages. C'est à vous à savoir les repousser et leur faire payer cher leur audace. Que chaque haie, que chaque fossé, que chaque maison, vous servent de remparts. Aux armes donc, braves habitants de mon département, et prouvez partout que les envahisseurs de la France trouveront de vigoureux adversaires. »⁸⁸

Le phantasme du franc-tireur se concrétise, se formalise. À la mi-septembre, par exemple, la presse lyonnaise diffuse des élucubrations de patriotes, qui envisagent que 100 000 francs-tireurs défendent Paris et que 200 000 autres tiennent la province. « Leurs fameux canons, l'habileté préparée de leurs généraux, leur tactique longtemps mûrie, ne leur serviront à rien contre des hommes isolés, dispersés, frappant de tous les côtés, de toutes les façons, sans qu'il soit possible de les aborder de front. Établissons deux espèces de francs-tireurs : les uns mobiles qui se portent partout à la suite des Prussiens ; les autres, sédentaires, et qui ne quittent pas le pays, le canton [pour y assurer la logistique des mobiles, les renseigner, les guider sur le terrain]. Les francs-tireurs sont tous armés d'un revolver pendu à la ceinture, et de plus les uns ont des armes de précision, des carabines Minié, des fusils Lefauchaux, pour tirer sur les avant-gardes, les éclaireurs, les coureurs, en un mot, sur tous les groupes séparés du corps de bataille ; les autres ont des Chassepots pour atteindre de loin les rangs serrés, les colonnes massées et profondes. Le franc-tireur ne fait pas de quartier ; il tue. C'est perdre un temps précieux que de s'amuser à faire des prisonniers, et cela n'est pas sans danger. Les compagnies de francs-tireurs ont droit aux hommes abattus qui restent entre nos mains. Leur or, leurs bijoux, toute leur défroque leur appartiennent. les armes seules reviennent à l'État. »⁸⁹

⁸⁸ *Le Salut public*, journal de Lyon, 4 septembre 1870 ; www.lectura.plus/Presse/show/

⁸⁹ *Ibid*, 22 septembre 1870.

Dans les Vosges, les 11-12 octobre 1870, certains officiers de la garde nationale désireux de faire face aux premiers uhlans apparus aux abords d'Épinal, rappellent les décrets de Fismes au maire et à quelques conseillers municipaux qui s'y opposent, obtiennent du préfet l'autorisation d'effectuer la reconnaissance adéquate.⁹⁰ Fidèle reflet de cette époque, Jules Barbier, librettiste de Charles Gounod et d'Offenbach, déclame quelques vers peu académiques : « Le Prussien sert à quelque chose ; soyons justes ! Nos paysans / Lui firent jadis, et pour cause, une guerre de partisans. / Leurs moissons, on peut les en croire / furent superbes, l'an d'après. / Ils en ont gardé la mémoire : le Prussien est bon... comme engrais. »⁹¹ Fin novembre, *La Presse*, après avoir rappelé 1791 et 1792, loue le dévouement des francs-tireurs vosgiens de 1815, « placés sous les ordres de M. Rouyer, inspecteurs des forêts. Ces combattants n'eurent pas le temps de se revêtir d'un uniforme, ni d'obtenir un armement régulier. Ils se servaient du fusil de guerre, du fusil de chasse, de la carabine et même de la pique. Le patriotisme est surtout ce qui est indispensable à un peuple envahi. Le commandant Rouyer, ayant réuni à la hâte les forestiers et les plus habiles tireurs de la contrée, tint bravement tête à l'ennemi jusqu'à la fin de juillet. La paix seule les força à déposer les armes. Tels furent les ancêtres des francs-tireurs des Vosges. Pourquoi les habitants de ces contrées ne se montreraient-ils pas dignes de leurs devanciers ? Nous avons tout lieu de croire que le mouvement des francs-tireurs actuel est plus considérable qu'en 1791, 1814 et 1815 parce que le danger est plus grand, que la France est envahie et Paris assiégé. Le vrai courage grandit avec les obstacles et le succès lui fait rarement défaut lorsqu'il défend ses foyers et venge ses frères. »⁹²

Somme toute, « entre les chasseurs de 1815 et les francs-tireurs de 1870, quelle est la différence ? ceux-ci ne se battent-ils pas identiquement pour la même sainte cause que ceux-là ? ou bien cette cause ne serait-elle pas, aux yeux des Allemands, toute aussi sainte quand la patrie s'appelle France que quand elle s'appelle Allemagne ? Il y eut un temps, et il n'est pas très loin de nous, où en France il n'était pas permis de rendre justice aux héroïques "francs-tireurs d'Allemagne" ; les Allemands s'en sont plaints très souvent et avec raison : ils reprochaient à la France de méconnaître et de travestir

⁹⁰ Grenest, *op.cit.*

⁹¹ Jules Barbier, *Le Franc-Tireur, chants de guerre : La Question agricole*, novembre 1870 ; Michel Lévy frères, Paris 1871.

⁹² *La Presse*, 23 novembre 1870 ; gallica.bnf.fr

l'histoire, de ne rien comprendre aux batailles de 1813 et aux "guerres de délivrance", et ils applaudirent lorsque le colonel Charras, un des premiers, publia dans un livre qui fut prohibé par l'empire, le récit véridique de ce grand soulèvement national. Qu'ils prennent garde aujourd'hui. Ce qu'ils ont reproché à la France, ils sont en train de s'en rendre coupables à leur tour [...]. »⁹³ Charras était une ancienne figure de la conquête de l'Algérie, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Guerre en 1848, élu républicain du département du Puy-de-Dôme de 1848 à 1851, exilé du 9 janvier 1852 à Bruxelles, La Haye et Bâle. Devenu historien militaire, dans son ouvrage inachevé sur l'an 1813, il avait avoué son admiration pour « la patriotique insurrection » de 1813, à la recherche constante d'une « Allemagne affranchie et librement constituée » à partir « d'une résistance persévérante, obstinée, à outrance, contre l'invasion française ». Ce qui, dès le 14 mai 1809, avait conduit Napoléon à « dissoudre par un ordre sauvage » la traditionnelle troupe de réserve des moments extrêmes, le Landsturm : « 1 : La milice, ou autrement dit la landwehr, est dissoute. 2 : Une amnistie générale est accordée à ceux qui rentreront chez eux [...]. 3 : Les officiers qui n'y rentreront pas dans le délai [imparti] auront leurs maisons brûlées ; et leurs meubles et toutes leurs propriétés seront confisquées. 4 : Les localités qui ont fourni des hommes à la landwehr sont tenues de les rappeler, et de livrer immédiatement les armes qu'ils ont reçues [...]. »⁹⁴ Somme toute, selon son éditeur en France, il comparaisait l'insurrection allemande contre l'occupation française au « magnanime élan de la France en 1792 et la glorifiait, avec raison, comme l'un des actes les plus héroïques qui aient honoré l'humanité et comme une consécration nouvelle des principes que la France avait eu la faiblesse de désertir [...] » en se ralliant à l'Empire.⁹⁵

Le mouvement des francs-tireurs de 1870 dérive directement de celui des "Sociétés de Tir", initialement développées en France dans les années 1860, dans un contexte de fraternité fondé sur l'amour partagé du tir sportif à la carabine. « Une émulation salubre se produisit en France. Strasbourg, Metz, Mulhouse, Colmar, Saint-Étienne, Givors, Lyon, Sedan, Saint-Quentin, Laon, Chauny, Saint-Gobain, Montreuil, Saint-Julien, Verdun, Mâcon, Chalons, Verdun, Marseille, Amiens, Dijon, Soissons, Épinal, Nancy, Besançon, Chambly, Beaumont, Saint-

⁹³ *Journal de Toulouse*, 20 janvier 1871 ; rosalis.bibliotheque.toulouse.fr

⁹⁴ Lieutenant-colonel Charras, *La guerre de 1813 en Allemagne* ; F.A. Brockhaus, Leipzig 1866. gallica.bnf.fr.

⁹⁵ *Ibid* : présentation par Victor Chauffour-Kestner.

Ouen-l'Aumône, Pontoise et cent autres villes [...]. En peu de temps, le mouvement avait gagné l'ensemble du département des Vosges : Saint-Dié, Remiremont, Bruyères, Châtel, Raon-l'Étape, Plombières, Mirecourt, Toul, Neufchâteau, etc. etc. »⁹⁶ La nouvelle mode, était à l'emprunt de formes militaires. « Il se formait dans certaines villes, sous le nom de compagnies de francs-tireurs, des sociétés de tir fort impropres à devenir des corps militaires, mais fort utiles pour familiariser la jeunesse avec le maniement des armes. »⁹⁷ Les Sociétés de Tir Vosgiennes rassemblaient une dizaine de milliers de francs-tireurs.

Après la bataille de Sadowa remportée par la Prusse sur l'Autriche le 3 juillet 1866, la mode devient de plus en plus martiale. Elle connaît une véritable transmutation. « Un grand nombre de volontaires demandèrent à s'organiser en compagnies. C'était un mouvement qui, au moment du danger, aurait pu nous donner plus de cent mille hommes, armés, équipés, prêts à marcher, et surtout exercés à la pratique du tir. »⁹⁸ Les fins tireurs vosgiens de 1814-1815 n'étaient pas oubliés. Les parades patriotiques nancéennes de juillet 1866 célèbrent la réunion de la Lorraine à la France, concours d'élégance des costumes de chasse à l'appui ; d'où le défilé triomphal des "francs-tireurs des Vosges", en uniforme de toile grise, sur les grands boulevards parisiens, la revue du Trocadéro et la revue impériale dans la cour des Tuileries à l'occasion de l'Exposition universelle de 1867. Le prince impérial consent à devenir membre honoraire de la Société et se laisse photographier avec le feutre à plumes de coq. « On voulut des sabres, des galons, des plumets, en un mot jouer au soldat : coquetterie du costume [clairons], rectitude des mouvements d'ensemble. »⁹⁹

2 La défaite de l'armée française aux frontières de l'Est

La montée de la fièvre antiprussienne dans l'opinion publique française remonte à l'échec en avril-mai 1867 de la politique dite des "compensations" menée par la France, forcée d'accepter en définitive la neutralité de la principauté luxembourgeoise en échange de son

⁹⁶ Société des carabiniers français, *La France en 1884, par un franc-tireur de 1870* ; L. Baillière et H. Messager. gallica.bnf.fr

⁹⁷ Alfred Rambaud, *Les Prussiens en Lorraine* ; *Revue des Deux Mondes*, mai 1871. gallica.bnf.fr

⁹⁸ L. Rolin, *La guerre dans l'Ouest* ; Plon et Cie, Paris 1874. gallica.bnf.fr

⁹⁹ *Ibid.*

évacuation militaire par la Prusse. "L'Affaire du Luxembourg" caporalisa nombre de Sociétés de tir. « Un certain nombre de sociétés, composées de citoyens que leur patriotisme et leur goût pour les armes avaient réunis dans des circonstances récentes, ont demandé de s'organiser en sociétés de francs-tireurs pour concourir à la défense du territoire national dans plusieurs départements frontières. »¹⁰⁰ Mais la création de telles unités serait contraire à la constitution française, qui proscribit traditionnellement la formation de corps de civils armés, indépendants de l'armée et des forces de police.

Vers la guerre

En mars 1869, "proposée" par l'Espagne à la Prusse pour régler la succession du trône d'Espagne, la "candidature Hohenzollern", « la goutte d'eau qui fait déborder le vase »¹⁰¹, ravive la fièvre. Dans son intervention du 15 juillet 1870 devant le Corps Législatif, Émile Ollivier prend à partie l'opposition qui lui reproche la montée des périls : « N'est-ce pas vous qui depuis 1866 n'avez cessé de représenter l'œuvre de Sadowa comme une déchéance intolérable ? » Or, « c'est en vain que les avertissements venaient de tous côtés à l'Empereur. C'est en vain que le lieutenant-colonel Stoffel, attaché militaire à notre ambassade de Berlin, lui envoyait les rapports les plus instructifs, les plus précis et les plus inquiétants sur les préparatifs de la Prusse. Ces rapports étaient transmis simplement au maréchal Le Bœuf, et le ministre de la guerre [croyait l'armée française prête à faire face]. Le ministère se croyait sûr de la paix pour 1870. On parlait même de désarmement. Dans la séance du Corps législatif du 30 juin, l'opposition demanda que l'on réduisît à 80 000 hommes le contingent que le gouvernement proposait de fixer à 90 000. Un seul homme politique réclama le chiffre de 100 000 : c'était M. Thiers, qui, quelques jours plus tard, allait, au risque de perdre sa popularité, s'opposer de toutes ses forces à la guerre, parce que seul il se rendait un compte exact de notre situation et de notre faiblesse [...]. Puis il montra les conséquences effrayantes de Sadowa, qui, au lieu d'une Confédération allemande toute pacifique, a mis en face de nous une puissance de 40 millions d'hommes, "événement immense, le plus grand qui se soit passé depuis plusieurs siècles". »¹⁰²

¹⁰⁰ Maréchal Niel, *Rapport à l'Empereur* ; *Journal militaire officiel*, 1^{er} semestre 1870.

¹⁰¹ Jean Stengers, *Le rôle de l'opinion publique dans la genèse d'une guerre : 1870 et 1914*. Dans : *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 82 fascicule 1-2, 2004.

¹⁰² *Léo Armagnac, op.cit.*

La guerre à la Prusse devient populaire, bien loin d'être la lubie d'un pouvoir impérial aventureux. « Les témoignages des observateurs étrangers et ceux des observateurs français concordent pour faire ressortir la montée de la fièvre, la montée de l'excitation. Citons-les pour le 11 juillet 1870 : "Opinion surexcitée" (Beyens, ministre de Belgique à Paris) ; "La population est extrêmement nerveuse et au fur et à mesure que le temps passe, le parti de la guerre devient plus pressant (Lord Lyons) [ambassadeur de Londres à Paris] " ; "L'émotion ici est sérieuse et terrible... Paris est dans une extrême agitation (Ludovic Halévy)" ; "Une vive émotion règne dans Paris. La guerre prochaine est l'unique sujet de toutes les conversations. L'élan se prononce de plus en plus, les opinions s'effacent ou plutôt s'unissent dans un sentiment commun, on entend répéter partout "Il faut en finir !" (Correspondance du Journal de Bruxelles)". Même après l'abandon de la candidature Hohenzollern [le 12 juillet], comme le gouvernement lui-même a annoncé que l'affaire n'est pas close, l'agitation des esprits, entretenue par une grande partie de la presse, persiste. Le 13 et le 14 juillet éclatent à Paris les premières manifestations de rue importantes. L'alarme des diplomates étrangers qui suivent la situation à Paris ne s'atténue pas, bien au contraire. Metternich, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, télégraphie à Vienne le 14 juillet, à 15 h 20 (c'est avant qu'il n'apprenne le contenu de la "dépêche d'Ems") : "Opinion publique commence à peser sur le gouvernement au point que la paix paraît désormais impossible". L'envoyé personnel du Roi d'Italie à Paris, le comte Vimercati, va dans ce sens lorsqu'il télégraphie le 14 juillet à Victor-Emmanuel II : "Opinion publique veut la guerre (...)". C'est sur ce fond d'agitation et même, chez beaucoup, d'une surexcitation qui n'a pas cessé, que le gouvernement devra délibérer des suites à donner à la dépêche d'Ems. »¹⁰³

Selon la dépêche de Bismarck datée de cette même journée du 13 juillet 1870, « après que la renonciation du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne eut été communiquée officiellement au gouvernement français par le gouvernement espagnol, l'ambassadeur de France demanda au roi de l'autoriser à télégraphier, à Paris, que le roi de Prusse s'engageait à ne jamais donner de nouveau son consentement dans le cas où le prince de Hohenzollern reviendrait sur sa candidature. Le roi refusa de recevoir de nouveau l'ambassadeur de France, et lui fit dire par l'adjudant de service que sa majesté n'avait rien de plus à lui communiquer. D'après d'autres informations d'Ems, le roi aurait fait

¹⁰³ Jean Stengers, *op.cit.*

dire à M. Benedetti qu'il avait approuvé hautement la renonciation de son cousin au trône d'Espagne, et qu'il considérerait dès lors tout sujet de conflit comme étant écarté. »¹⁰⁴

Guillaume informa Bismarck de cet entretien par un télégramme envoyé d'Ems, villégiature habituelle des têtes couronnées, qui lui donnait une tonalité injurieuse : refus du roi de voir l'ambassadeur de France, parce qu'il n'a plus rien à lui communiquer. Voulue explicitement par le chancelier de Prusse, cette rédaction habile met l'accent sur le refus du roi d'accorder à l'ambassadeur une audience formelle, devenue inopportune aux yeux du roi de par sa réponse précédente relative à la fin du conflit. L'insistance manifestée par l'ambassadeur pour obtenir un nouvel entretien du roi, devenait ainsi une sorte d'ultimatum, adressé par la France à la Prusse, qui l'aurait rejeté. Français et Allemands avaient donc de bonnes raisons d'être choqués. L'imbroglio diplomatique concocté par Bismarck conduit tout droit à la guerre (voir « Marcher en France »). En déclarant la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870, la France tombe dans le piège tendu par Bismarck. Les États du sud de l'Allemagne, Bavière, Wurtemberg, Grand-duché de Bade, Grand-duché de Hesse-Darmstadt rejoignent alors la Prusse et sa confédération de l'Allemagne du Nord.

Le 25, la presse publie la « Proclamation de l'Empereur au peuple français : [...] Lancée dans une voie d'envahissement, [la Prusse] a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des arrangements exagérés, et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain. Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports internationaux et montrer toute la gravité de la situation. En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre. Elles ont été éludées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation, et aussitôt un cri de guerre a retenti d'un bout de la France à l'autre. Il ne nous reste plus qu'à confier nos destinées au sort des armes [...]. Je vais me mettre à la tête de cette vaillante armée qu'anime l'amour du devoir et de la patrie. Elle sait ce qu'elle vaut, car elle a vu dans les quatre parties du monde la victoire s'attacher à ses pas. J'emmène mon fils avec moi, malgré son jeune âge. Il sait les devoirs que son nom lui impose [...]. »¹⁰⁵

Les francs-tireurs parisiens, une première historique

¹⁰⁴ *Le Rappel*, 16 juillet 1870 (27 messidor, an 78) ; gallica.bnf.fr

¹⁰⁵ *Paris-Journal*, 25 juillet 1870 ; gallica.bnf.fr

La grande manifestation patriotique du 13 juillet est le déclencheur des premiers grands appels populaires à l'engagement de francs-tireurs, à Paris : « 11 heures : une deuxième colonne plus considérable que la première parcourt le boulevard des Capucines jusqu'à La Madeleine en chantant la Marseillaise. À la tête est le fils Mocquard. Plus de 3,000 personnes lui font escorte en l'applaudissant. Quand on n'a plus la force de chanter, on crie : "À Berlin ! À bas la Prusse !" L'enthousiasme se change en délire. On se presse, on se bouscule, on s'écrase. Minuit : cette fois la manifestation compte quatre à cinq mille personnes, drapeau en tête. Toujours les mêmes chants et les mêmes cris. On se rend aux Tuileries, puis à la place Vendôme et au ministère de la Justice [résidence et bureaux d'Émile Ollivier, également "chef du cabinet" gouvernemental, chef du gouvernement].¹⁰⁶

Elle est directement à l'origine de la création d'une des premières unités de francs-tireurs parisiens, les "Volontaires Mocquard". « Quelques journaux ont parlé de "corps francs", dont la formation serait prochaine, et qui auraient pour but de harceler les flancs de l'armée prussienne. Voici quelques détails sur ces corps, dont l'initiative revient à un ancien commandant de spahis, M. Mocquart, et à quelques anciens officiers démissionnaires. M. Mocquart, qui a 37 ans, est le fils de l'ancien sénateur de ce nom, secrétaire particulier de l'Empereur [intime de longue date du prince Louis Napoléon Bonaparte, à Londres en 1840, puis du Président de la République de 1848]. Il a fait de nombreuses campagnes, notamment celle de Chine, où son audacieuse bravoure était bien connue dans le corps expéditionnaire. M. Mocquart voudrait organiser des espèces de "contre-guérillas", dans le genre de celles qui nous ont rendu tant de services au Mexique. Il a fait part de son projet au ministre de la Guerre, qui lui a répondu que l'on avait trop à faire en ce moment pour pouvoir examiner sa proposition. Le ministère a ajouté que, dans quelques jours, il s'en occuperait et que très probablement M. Mocquart verrait accepter son projet. On nous dit, en effet, que ces corps francs sont à la veille d'être organisés. Aujourd'hui, au café du Helder, un grand nombre d'anciens officiers qui n'ont pas voulu reprendre du service actif pour pouvoir servir dans les corps francs, nous ont assuré que c'était une affaire conclue. Ces corps francs seront composés entièrement de volontaires pris, le plus possible, dans les jeunes gens de famille et conduits par de vieux officiers expérimentés. »¹⁰⁷ Ouvert en 1853, ce café était fréquenté

¹⁰⁶ *Ibid*, 13 juillet 1870.

¹⁰⁷ *Ibid*, 25 juillet 1871.

depuis 1868 par de nombreux anciens de l'expédition du Mexique, surnommés "les Américains"¹⁰⁸.

Après les premières défaites de l'armée du Rhin à Wissembourg le 4 août, puis le 6 à Forbach-Spicheren et à Woerth (Frœschwiller pour les Allemands), le 1er corps d'armée du maréchal de Mac-Mahon se reconstitue au "Camp de Châlons" et se prépare à défendre Paris : immense jachère située à proximité de Mourmelon et de Châlons-sur-Marne, le camp a l'avantage d'être à la fois voisin des frontières de l'Est et proche de Paris. Le grand commandement français est désesparé, à l'image de Napoléon III. Les préfets métropolitains et le gouverneur général de l'Algérie reçoivent une dépêche télégraphique signée par chaque membre du gouvernement d'Émile Ollivier. Empreinte d'une grande émotion, elle appelle chaque Français à la résistance : « Accourez d'un élan unanime au secours de vos frères de l'Est. Que la France unie dans les succès se retrouve plus unie encore dans les épreuves, et que Dieu bénisse nos armes. »¹⁰⁹ Le 9 août, le Corps Législatif renverse le libéral Ollivier et le remplace par le général Cousin-Montauban, comte de Palikao. C'est le retour à l'Empire autoritaire.

Le 12 août, une délégation conduite par Mocquard et quelques autres personnalités se rendent au palais de l'Élysée pour remettre un vœu destiné à l'impératrice : « Madame, les soussignés viennent au nom de leur camarades, anciens officiers, sous-officiers, soldats, prier Votre Majesté de vouloir bien accorder son haut patronage pour l'organisation d'un corps franc d'éclaireurs volontaires, dont le but est de marcher immédiatement à l'ennemi. Nous demandons à être assimilés aux troupes de campagne, sous le rapport de l'armement, des vivres et de la solde. L'étranger a envahi la France. Il faut l'en chasser. »¹¹⁰ Le 13 août, ils sont 600 francs-tireurs à venir se présenter, au nouveau ministre de l'Intérieur, absent. Son représentant « leur a annoncé que le gouvernement ne pouvait se charger de les habiller, mais qu'il leur fournirait les armes et l'équipement et qu'en outre il leur serait alloué 1 franc par jour jusqu'à leur arrivée à Chalons. Une fois arrivés à Chalons, ils seront assimilés aux troupes régulières. Quand le bataillon est sorti de l'Élysée et a traversé l'avenue Marigny, la garde nationale lui a présenté les armes, et la foule, chapeau bas, l'a acclamé aux cris mille

¹⁰⁸ *Revue 9^e Histoire* : Rues & promenades, le Boulevard au XIX^e siècle ; neufhistoire.fr/articles.php?lng.

¹⁰⁹ Archives départementales des Alpes-Maritimes, carton 1M353.

¹¹⁰ *Paris-Journal*, 13 août 1870 ; *op.cit.*

fois répétés de : "Vive la France !" » Paris-Journal, qui parraine Mocquard, conclut : « La première portion de notre œuvre est donc terminée, et nous devons remercier le nouveau ministère de nous avoir rendu la tâche aussi facile. Plus de formalités ! Des faits ! Voilà quelle semble être désormais la devise du nouveau cabinet. S'il en est ainsi, rien n'est perdu : tout est sauvé ! » Le parrainage de l'impératrice, spectaculaire, très politique, nécessite une procédure administrative exceptionnelle, originale : la régularisation de l'engagement individuel de chacun des francs-tireurs ainsi agréés collectivement, est organisée le lendemain 14 août, à partir de 9 heures, par une longue séance de signatures dans la cour même du palais de l'Élysée¹¹¹.

Le journal ouvre une souscription, la seconde partie de son action, pour assurer l'habillement de cette troupe : « Une vareuse de laine bleue ; pantalon gris bleu ; ceinture rouge sous la vareuse ; cravate bleue ; képi bleu foncé, liseré rouge ; guêtres blanches. »¹¹² Mais l'heure de gloire des francs-tireurs, parisiens en l'occurrence, est arrivée. « L'impératrice ouvrit l'Élysée aux soldats de MM. Mocquard et Lafon [...].¹¹³ Un décret du 11 août¹¹⁴, qui semble antidaté pour régulariser administrativement l'opération conduite par l'impératrice, a officialisé la création d'un « Corps de Volontaires pour le service d'Éclaireurs ». Deux bataillons viendront s'ajouter au premier, « cela dépendra un peu de nos lecteurs, auxquels nous renouvelons notre prière de se hâter de nous envoyer leur offrande pour l'habillement de notre corps franc. »¹¹⁵

Le processus de création de l'unité Lafon-Mocquard n'a rien de militaire : il continue à se dérouler sur la place publique, et sur le ton des mondanités. Une lettre ministérielle publiée dans la presse annonce que le 1er bataillon passe de l'autorité de l'Intérieur à celle de la Guerre : « Je vous prie donc de bien vouloir vous adresser à M. le général comte de Palikao, qui vous désignera le point sur lequel vous aurez à vous rendre et qui donnera à l'Intendance militaire les ordres nécessaires pour assurer le paiement de votre solde. Agréez, colonel, etc. »¹¹⁶ Les mondanités se poursuivent autour d'une grande table : « Les officiers des trois bataillons du "corps franc" de Paris se sont réunis hier [vendredi

¹¹¹ *Ibid*, 14 août 1870.

¹¹² *Ibid*, 15 août 1870.

¹¹³ François Bazin, *Histoire du 1^{er} bataillon des francs-tireurs de Paris-Châteaudun* ; Sausset, Paris 1872. gallica.bnf.fr

¹¹⁴ Robert Molis, *op.cit*.

¹¹⁵ *Paris-Journal*, 17 août 1870 ; *op.cit*.

¹¹⁶ Lettre du ministre de l'Intérieur, Henri Chevreau, à Mocquard ; *ibid*, 19 août 1870.

19 août], dans un banquet, au Grand-Hôtel, sous la présidence du colonel Lafon. Au dessert, MM. Lafon, Moquard, de Karadec, et deux ou trois officiers de l'état-major, ont prononcé quelques allocutions pleines d'un chaleureux patriotisme, auxquels ont répondu des cris de : Vive la France ! À ces allocutions ont succédé des tests aux "promoteurs des corps francs", ainsi qu'à Paris-Journal, que ces messieurs ont remercié dans les termes les plus gracieux de l'appui qu'il a été heureux de leur offrir dans leur œuvre patriotique. Le soir, ils étaient réunis au café Riche, lorsqu'on est venu leur apporter la dernière dépêche parvenue du ministère. Le lieutenant-colonel, M. Mocquard, lit d'abord cette dépêche à l'intérieur du café ; puis, faisant ouvrir les fenêtres donnant sur la rue Le Pelletier, il en donne communication à la foule. Cette lecture est accueillie par une formidable acclamation. M. Glais-Bizoin fait ensuite un speech patriotique, dans lequel des gestes, d'ailleurs très animés, viennent puissamment en aide à l'insuffisance de sa voix. Pendant que le député parle, un incident regrettable se passe du côté de la façade sur le boulevard. Un jeune homme qui a refusé d'ôter son chapeau à la lecture de la dépêche est violemment expulsé de la salle. À la suite de cet incident, les fenêtres du café ont été fermées, et une escouade de sergents de ville en a fait évacuer les abords. »¹¹⁷ Le soutien de Glais-Bizoin manifesté envers les francs-tireurs à chaque occasion sera plus ou moins plaisanté par la suite (voir les « francs-tireurs de Condé-Smendou »).

Le premier bataillon, « sitôt constitué, devait aller, disait le programme d'une énergique simplicité, "où serait l'ennemi" [...]. Quand les premiers bataillons Lafon-Mocquard furent organisés, l'armée de Mac-Mahon essayait de se reformer à Châlons. On rassemblait à la hâte et l'on dirigeait sur ce point toutes les forces dont on pouvait disposer [...]. » Le 21 août, « le maréchal de Mac-Mahon arriva vers sept heures. Il fut aussitôt informé que l'Empereur l'avait fait demander depuis plusieurs heures. Il se rendit sans délai au quartier impérial, où se tint, en présence de l'Empereur, un conseil de guerre auquel assista M. Rouher [président du Sénat, surnommé le "vice-empereur"], qui apportait de Paris les instructions du conseil des ministres. »¹¹⁸ Le 4^e bataillon, devenu officiellement le 1^{er} régiment d'éclaireurs « est encore à l'Élysée, frémissant des retards qui s'opposent à sa marche en avant. Ils attendent l'habillement. Il y a là 700 hommes armés, équipés, vaillants, solides [...]. Ils ont les armes fournies

¹¹⁷ *Paris-Journal*, 20 août 1870.

¹¹⁸ Léo Armagnac, *op.cit.*

par le ministère de la Guerre. Ils n'ont pas les uniformes, l'argent manque [...]. Il faut absolument que le ministère de l'Intérieur avise. Le 1^{er} régiment, dont le dépôt est à l'Élysée, organise en ce moment un escadron de cavalerie dont la mission consiste à seconder les opérations des quatre bataillons dont trois sont en ce moment en présence de l'ennemi [...]. On fait un appel aux anciens officiers et sous-officiers de cavalerie [...]. Nous faisons appel aux citoyens qui peuvent donner de l'argent ou même des chevaux. »¹¹⁹

Déjà, un autre corps de francs-tireurs parisiens est en gestation : « Tous les citoyens désireux de faire partie de la compagnie des francs-tireurs de Neuilly-sur-Seine, qui fusionne avec le 1^{er} bataillon des francs-tireurs de Paris (commandant Aronssohn), peuvent se présenter à la mairie de Neuilly-sur-Seine. MM. Sageret et Gicquel sont chargés de leur fournir tous les renseignements nécessaires de neuf heures du matin à quatre heures [...]. »¹²⁰ De fait, ces francs-tireurs de Neuilly et de Paris ne cohabiteront pas. Créée à Paris le 28 août 1870, la compagnie proprement dite de Neuilly parviendra à Belfort le 9 septembre (voir « L'armée des Vosges » et les « francs-tireurs de Relizane. » Quant aux volontaires parisiens, ils sont envoyés à Tours où une sédition partielle se produira contre Aronshon. Ils seront repris en mains par le colonel Lipowski, qui, entre autres compagnies franches, prendra en compte sur le front de la Loire une compagnie de francs-tireurs d'Oran et ceux de Blida. La presse signale l'étude au ministère de la Marine de « l'organisation d'un corps de marins francs-tireurs pour la défense des rives de la Seine et de la Marne au-dessus de Paris. »¹²¹

Les appels à la mobilisation de tous se succèdent à travers la métropole, tel celui du préfet de la Haute-Marne lancé le 16 août : « Qu'aujourd'hui, tous ceux qui ne sont pas gardes mobiles [des réservistes, pour ainsi dire] ou appelés sous les drapeaux [...] accourent se faire inscrire à leur mairie comme francs-tireurs ou gardes nationaux. Organisez-vous, armez-vous, combattez pour la défense de vos enfants, de vos femmes, de vos foyers. Montrez au monde entier qui vous contemple que vous êtes les dignes enfants de ces volontaires de 92 qui ont refoulé les soldats de Brunswick et sauvé la patrie. »¹²² Les dépêches guerrières de toute provenance géographique affluent au ministère de

¹¹⁹ *Paris-Journal*, 2 septembre 1870 ; *op.cit.*

¹²⁰ *Ibid.*, 17 août 1870.

¹²¹ *Ibid.*, 18 août 1870.

¹²² *Proclamation de M. Tézenas aux habitants de la Haute-Marne* ; d'après H. Cavaniol, *L'invasion de 1870-1871 dans la Haute-Marne* ; C. Cavaniol, Chaumont 1873.

l'Intérieur : la presse cite Saint-Quentin, l'Eure-et-Loir, l'Oise, la Drôme, Brest, Quimper, le Cher, le Havre, Châlons-sur-Marne, Lons-le-Saulnier, Laval...¹²³

Fin de la guerre impériale

Mac Mahon reçoit de l'Impératrice, désormais régente en l'absence de l'Empereur "parti aux armées", et de Palikao, l'ordre de quitter le camp de Chalons et de marcher sur-le-champ vers Bazaine, bloqué dans Metz depuis le 20 août. Le 3^e corps y est enfermé par deux armées prussiennes après la défaite de Saint-Privat-Gravelotte, le 18 août. Le nord du bassin de la Saône se trouve soudain abandonné, sans forces françaises organisées. Vidée de ses troupes, l'Alsace est occupée, sauf Strasbourg qui résiste. En Lorraine, le gros des forces françaises couvre désormais directement la capitale, vers laquelle s'avancent les armées allemandes. Un choc décisif se prépare.

Parti sans délai, sans préparation aucune, le maréchal est arrêté à Beaumont le 30 août (bataille de Beaumont-Mouzon). Il se détourne avec l'Empereur sur Sedan, pressés pas à pas par un ennemi bien renseigné à la lecture de la presse française. Transformée en camp retranché, la forteresse est au « repos » conformément à l'ordre du jour émis le 1^{er} septembre par Mac-Mahon, qui pense pouvoir accorder un court temps de récupération à ses troupes : le soir même, c'est la défaite, 2 septembre 1870. Le 3, le conseil des ministres adresse une « proclamation au peuple français : Français ! Un grand malheur a frappé la patrie. Après trois jours de luttes héroïques soutenues par l'armée du maréchal Mac Mahon contre 300 000 ennemis, 40 000 hommes ont été faits prisonniers. Le général Wimpffen, qui avait pris le commandement de l'armée en remplacement du maréchal Mac mahon grièvement blessé, a signé une capitulation. Ce cruel revers n'ébranle pas notre courage. Paris est aujourd'hui en état de défense. Les forces militaires du pays s'organisent. Avant peu de jours, une armée nouvelle sera sous les murs de Paris, une autre armée se forme sur les rives de la Loire. Votre patriotisme, votre union, votre énergie sauveront la France. L'empereur a été fait prisonnier dans la lutte [...]. »¹²⁴ Le ministre de l'Intérieur relaie cette déclaration auprès des préfets.¹²⁵ Dans

¹²³ *Paris-Journal*, 10 et 11 août 1870 ; *op.cit.*

¹²⁴ *Ibid*, 5 septembre 1870.

¹²⁵ Dépêche télégraphique du ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets, 3 septembre 1870 ; dans le journal dijonnais *Le Bien public*, 5 septembre 1870 : bibliothèque municipale de Dijon, P Mic1.

une séance de nuit exceptionnelle, Jules Favre a soumis à l'examen des députés la déclaration suivante : « 1° Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déchus du trône de France ; 2° Une commission, formée des membres de la Chambre, sera chargée de pourvoir à l'administration du pays et de chasser l'ennemi de notre territoire ; 3° Le général Trochu est maintenu en sa qualité de gouverneur de Paris. Le projet a été lu sans qu'aucune protestation soit partie des rangs de la majorité. »¹²⁶

Napoléon III s'est rendu. « Avec lui et de par lui, tombaient au pouvoir de l'ennemi un maréchal de France, 4 000 officiers de tous rangs, 79 090 soldats enfermés dans Sedan, 1 000 pris en combattant et 14 000 blessés ; 10 000 chevaux ; tout le matériel de guerre ; 400 pièces de canon de campagne ; 70 mitrailleuses ; 150 canons de remparts ; les armes et les bagages. Ce désastre sans précédent ouvrait la route de Paris aux armées allemandes et leur livrait le territoire tout entier. C'en était fait de l'Empire ; c'en était fait de notre première armée ; la seconde était bloquée à Metz ; la France restait sans défenseurs ! »¹²⁷ Sedan est perdu, Metz en voie de l'être. Reste Paris, qui proclame le 4 septembre la chute de l'empire et nomme le Gouvernement de la Défense Nationale. La spirale infernale de la désintégration de l'armée française est ouverte. La capitale se pose désormais comme le donjon de la France contre lequel les envahisseurs viendront se fracasser. « Paris est prêt à tout, excepté à la honte. Peut-être est-ce à Paris, dont les prérogatives de luxe et de bien-être ont quelquefois porté ombrage à la province, que la Providence réserve le rôle de sauver sous ses murs la France tout entière. Paris se prépare à cette mission sainte. Ses forts seraient un magnifique tombeau pour l'invasion prussienne, n'est-ce pas ? Voir Paris et puis mourir ! disait-on autrefois aux quatre coins du monde ébloui de nos splendeurs et rêvant de nos fêtes, dont le rayonnement illuminait jusqu'aux bourgades les plus lointaines, comme l'apparition fantastique d'une féerie surhumaine. Si l'armée prussienne voit Paris, elle en mourra. Voilà pourquoi nous n'avons pas besoin d'alliés. Voilà pourquoi nous n'en voulons pas, nous n'en désirons pas, nous rougirions d'en avoir. Voilà pourquoi je remercie l'Autriche d'être aveugle, l'Italie d'être ingrate, le Danemark d'être pavé de bonnes intentions. La France avec Paris ; Paris avec la France et par-dessus tout Dieu, dont nous sommes l'instrument breveté et qui protège nos destinées. »¹²⁸

¹²⁶ *Paris-Journal*, 5 septembre 1870 ; *op.cit.*

¹²⁷ Abbé Guers, ancien aumônier militaire à l'armée du Rhin, dédicace *À la jeunesse française*, dans *La Patrie et l'exil en 1870-1871* ; ouvrage collectif non daté de la Maison Saint-Joseph à Lille.

¹²⁸ *Paris-Journal*, 19 août 1870 ; *op.cit.*

L'incantation déiste du rédacteur en chef de Paris-Journal, quotidien conservateur et bonapartiste, deviendra celle de la gauche la plus radicale, celle de la Commune.

Les deux derniers corps d'armée non engagés de l'armée française s'enferment peu à peu dans Paris. Le désastre est installé aux frontières. L'inspecteur général de l'artillerie, le général Suzanne, résume la situation : « Les hostilités ont commencé le 2 août à Sarrebruck ; le 2 septembre, il n'y avait plus d'armée. Les soldats de Sedan s'acheminaient sur les routes conduisant en Allemagne ; ceux de Metz étaient cernés, en attendant qu'ils suivissent le même chemin [...] »¹²⁹ Les réserves de l'armée sont infimes : « Il ne restait plus en France comme troupes d'active que les compagnies de dépôt, au nombre de 90. Il n'y avait plus en Algérie que trois régiments métropolitains, la légion étrangère et les dépôts des régiments nord-africains. »¹³⁰ Plus précisément, il y demeure encore un régiment du génie, de la cavalerie et de l'artillerie, ainsi que les unités spécifiques à la colonie : infanterie légère d'Afrique, zouaves, chasseurs d'Afrique, spahis, etc.

3 Gardes nationaux et francs-tireurs engagent des combats spontanés

Des "bandes" de combattants volontaires surgissent spontanément depuis les premières heures de la défaite, d'abord en Alsace puis sur le versant ouest des Vosges où se rassemblent « ces fils de la Lorraine, qui, à l'exemple de leurs pères de 1815, avaient couru à la montagne au premier signal du danger. »¹³¹ Le préfet du Doubs en informe le ministre de l'Intérieur dès le 7 août : « 2,000 inscriptions pour garde nationale sédentaire. Envoyez 2,000 fusils et 100 carabines chasseurs à pied pour francs-tireurs, qui formeront une des compagnies de cette garde, et dont la plupart ont remporté des prix aux concours internationaux. Mais pour Dieu, ne leur demandez aucun engagement, je réponds d'eux comme de moi-même. »¹³² Le préfet du Jura se manifeste le lendemain : « Des corps de volontaires francs-tireurs ou

¹²⁹ Service historique de la Défense, SHD, département de l'armée de Terre, archives de l'ancien comité de l'artillerie ; d'après Pierre Lorain, *Les Armes américaines de la Défense Nationale, 1870-1871* ; éditions Lorain-Boudriot, 1970.

¹³⁰ *L'Armée d'Afrique*, ouvrage collectif publié sous la direction du général R. Huré ; Charles-Lavauzelle, Paris 1997.

¹³¹ Edmond Thiébault, *Ricciotti Garibaldi et la 4^e brigade, récit de la campagne de 1870-1871* ; Godet jeune, Paris 1872.

¹³² Préfet du Doubs à l'Intérieur, 7 août : dans Carnot, *La Guerre de 1870-1871* ; Librairie militaire Chapelot, 1907.

gardes nationaux veulent se former. Partout on réclame des armes. L'émotion est ardente. Notre frontière est découverte [...]. Les bruits d'arrivée des Badois campés à Lornach se propagent. »¹³³

Le 11 août, le quotidien parisien *Le Petit Journal* s'enthousiasme, la fable de La Fontaine "Le Lion et le Moucheron" à l'appui : « C'est surtout dans nos départements limitrophes que se forment ces bandes de "guérillas" ; c'est là que l'habitant, par un goût naturel comme par la connaissance approfondie qu'il a du terrain et des ressources qu'on peut y trouver, adopte plus volontiers cette forme particulière de combat. Dans les compagnies franches en effet, aucun plan strictement arrêté ne lie les mouvements du soldat. Cette absence d'un mot d'ordre général, cet oubli d'une discipline sévèrement gardée, qui seraient les pires défauts d'une armée régulière, deviennent ici au contraire de précieuses qualités ; et les compagnies franches, avec leur refus de la routine et leurs allures dégagées, complètent un corps de troupe, comme, dans une œuvre architecturale, les œuvres légères disséminées çà et là achèvent et encadrent le monument principal. C'est inouï ce que peuvent en certains cas une centaine d'hommes sous le commandement d'un capitaine de leur choix, disséminés sur une étendue de pays dont ils connaissent les moindres accidents et les replis les plus secrets. Tous excellents tireurs, en général ; revêtus d'un costume commode – le plus souvent vareuse de laine ou de toile, chapeau mou à plume de coq ou casquette légère – débarrassés de tout fardeau qui pourrait gêner leurs mouvements, ces soldats sont, pour l'ennemi, de rudes champions à combattre. »¹³⁴

Les premiers combats surviennent à la mi-août : après l'accrochage de Villé le 17 août, il faut noter l'occupation les 30 et 31 août de Bellingen, au pays de Bade, menée par les francs-tireurs de Colmar et de Neuf-Brisach : « Il fallut, pour calmer l'émotion des Badois, que le général de Werder envoyât, de Strasbourg dans le Brisgau, le 31 août, un détachement de quelques centaines d'hommes. »¹³⁵

Entretemps, « étourdies par le choc aussi rude qu'imprévu de nos premiers désastres, les populations si patriotiques de ces régions avaient assisté, atterrées, à la catastrophe, et subi, dans une sorte de

¹³³ *Le Figaro*, 27 novembre 1870 ; gallica.bnf.fr

¹³⁴ *Le Petit Journal*, 11 août 1870 ; gallica.bnf.fr

¹³⁵ Lieutenant-Colonel Roussel, *Histoire générale de la guerre franco-allemande (1870-1871)* ; Montgrédien & C^{ie}, Paris 1898.

torpeur étonnée, l'envahissement qui préludait à leur servitude. La périlleuse traversée des montagnes [les Vosges] s'était donc opérée sans encombre pour les Allemands. Cependant [...], parce que mieux que personne, ils savaient quelles étaient les convoitises avouées du chauvinisme germain, les habitants des départements frontières ne tardèrent pas à se ressaisir. Dès le milieu d'août, la garde nationale s'organisa dans les villes ; des compagnies de francs-tireurs, formées de jeunes gens qui fuyaient devant le vainqueur détesté, se constituèrent dans les forêts vosgiennes ; enfin les gardes mobiles, convoquées depuis le 18 juillet, mais à peine incorporées, armées et équipées, commencèrent à affluer dans les places que l'ennemi n'avait pas encore investies et dont les avenues étaient restées libres [Sélestat, Neuf-Brisach et Langres]. »¹³⁶

La résistance des populations se développe tout au long du mois de septembre, autour de Colmar et sur l'autre versant des Vosges, par exemple à Vaucouleurs le 2 septembre... Les Allemands soulignent que « des bandes de francs-tireurs fortes de 50 à 100 hommes qui semblaient servir d'éclaireurs aux gardes mobiles qui se rassemblaient à Schélestadt et Saint-Dié, franchissaient à plusieurs reprises la crête des Vosges ou battaient les pentes du versant occidental. »¹³⁷ De même, à proximité de Badonviller (une vingtaine de kilomètres au nord-est de Baccarat et une quinzaine au nord de Raon-l'Étape), « le 23 septembre, deux compagnies de mobiles de la Meurthe et les francs-tireurs de Luxeuil [ont] forcé à la retraite, entre Celles et Pierre-Percée, une colonne d'exploration commandée par le major Elern et composée d'un bataillon du 2^e régiment de landwehr des grenadiers de la garde, avec un détachement d'artillerie et deux pièces. »¹³⁸ Une autre source mesure les conséquences de ce combat : les 21 et 22 septembre, « une colonne de la Landwehr de la garde (1 bataillon, 2 pelotons de hussards, 2 canons) avait à soutenir divers engagements au sud de Blamont [vingt kilomètres au nord de Baccarat] et se voyait obligée de se replier, après avoir voulu pousser, le 27, jusqu'à Raon-l'Étape, occupé par 1 200 gardes mobiles [...]. Cette situation obligeait l'état-major allemand à agrandir le champ

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Relation rédigée par la section historique du grand état-major prussien, seconde partie, 10^e livraison ; J. Dumaine, Paris 1877.

¹³⁸ Henri Genevois, *Les dernières cartouches* ; H. le Soudier, Paris 1893 ; gallica.bnf.fr

de ses opérations. Une nouvelle division de réserve était rassemblée à Fribourg dans les derniers jours de septembre [...]. »¹³⁹

De plus en plus de volontaires brûlent de passer à l'action : « Une grande fermentation règne en Lorraine et en Alsace, et partout les habitants exaspérés n'attendent que des armes et une intelligente direction pour courir sus à l'ennemi. Des convois considérables de munitions et de vivres circulent continuellement sans escorte sur la voie ferrée Strasbourg-Nancy. Un bataillon d'infanterie, avec un petit détachement du génie et un officier de ce corps suffirait pour couper le chemin de fer entre Saverne et Strasbourg [voir les « francs-tireurs de Guelma et ceux « de l'Atlas »]. »¹⁴⁰ Mais si la multiplication des coups de main est bien réelle, ce ne sont que piqûres de guêpes à la douleur passagère : « Il n'existait [pas] de direction supérieure pour donner à ces diverses tentatives la moindre coordination. Chaque préfecture, chaque place forte, chaque ville agissait à sa guise et restait livrée à elle-même, de sorte que, bien qu'ils fussent assez désagréables aux Allemands, les mouvements offensifs plus ou moins accusés de nos contingents de nouvelle formation n'apportaient à proprement parler, aucune interruption, ni même aucune gêne sensible dans les communications de l'ennemi. »¹⁴¹

4 La révolution du 4 septembre et l'organisation de la Défense Nationale

Inquiété par l'attitude provocatrice de Bismarck, l'empereur s'était attaqué à la difficile modernisation de l'armée, réforme politiquement périlleuse : projet politique de réorganisation en profondeur du service militaire ; mesures techniques : entrée en service du Chassepot, un nouveau fusil nettement supérieur au Dreyse allemand ; accélération de la mise au point du canon à balles, la mitrailleuse. Par ailleurs, la réticence diminuait des sociétés de tir à se transformer en "sociétés de francs-tireurs". Certains préfets jugeaient que nombre d'entre elles partageaient des sentiments honorables, ne menaçaient pas l'ordre public. Encouragé par l'empereur, convaincu par le maréchal Forey commandant le corps d'armée de Nancy, le

¹³⁹ Amédée Le Faure, *Histoire de la guerre franco-allemande, 1870-1871* ; Garnier frères, Paris 1886.

¹⁴⁰ Rapport du colonel Bigot, chef d'état-major à Besançon, 30 août 1870 ; d'après Grenet, *L'armée de l'Est, relation anecdotique de la campagne de 1870-1871* ; Garnier frères, Paris 1895.

¹⁴¹ *Ibid.*

général Niel, ministre de la Guerre, légitime finalement le "mouvement d'organisation des francs-tireurs".

Il s'inspire du procédé utilisé à l'encontre de son allié français par le premier ministre sarde, Cavour, qui avait signé à la mi-décembre 1858 un traité secret franco-sarde : alliance offensive et défensive à l'encontre d'un acte agressif de l'Autriche. Forte exigence de la partie française, l'article 4 imposait au gouvernement sarde de n'incorporer dans son armée que des « recrues et des volontaires instruits et bien disciplinés ». Ce qui excluait à l'époque les corps francs issus de la "Société Nationale", regroupement des patriotes italiens autour du sicilien La Farina. En cours de rassemblement à Turin, ils regroupaient de nombreux exilés de Lombardie-Vénétie, arrivés discrètement par des voies détournées, la dernière partie du trajet étant effectuée depuis Locarno en "vaporetti" puis en train, aux frais de l'État sarde... Pour tourner l'interdiction de cet article, Cavour avait fait voter le 20 février 1859 une loi autorisant le gouvernement de Piémont-Sardaigne à former des « corps spéciaux de volontaires inscrits sur les rôles de la garde nationale ».

Pragmatique, Napoléon III n'avait pas été dupe et avait laissé faire son allié contre les Autrichiens. « De fait, en Italie, l'armée française fut appuyée par un corps de partisans, confié à un condottiere bien connu, Garibaldi. Ce corps, organisé en mai 1859 [Garibaldi en avait nominativement le commandement depuis le 17 mars] était composé de Chasseurs des Alpes et des Apennins, auxquels s'adjoignirent d'autres volontaires. Il comprenait en tout quarante bataillons, deux batteries de montagne et une compagnie du génie [...]. Les coups d'audace de cette petite armée, ses marches rapides, ses retraites dissimulées et habiles, sont pleins d'enseignements que ne sauraient étudier de trop près tous ceux qui s'occupent des petites opérations de la guerre. » L'auteur de ces lignes ajoute : Au Mexique [1861-1867], la guerre de partisans était tout indiquée ; on la fit vigoureusement, on la fit bien. Pour protéger les longs convois destinés à ravitailler les troupes entrées dans le cœur du pays, il fallait de toute nécessité former des contre-guérillas. »¹⁴² Niel autorisa donc le 28 mars 1868 la création de 10 compagnies de francs-tireurs, annexées à la garde mobile et sous condition d'engagement d'une année, à Colmar, Neuf-Brisach, Saverne, Verdun, Frouard, Mirecourt, Nancy, Ars-sur-Moselle, Metz et Lamarche, soit 30 officiers et 598 hommes. Ces effectifs

¹⁴² Gustave Desrozières, *op.cit.*

autorisés étaient en proportion avec ceux des Sociétés de Tir correspondantes, allant de 20 pour Frouard à 200 pour Nancy (voir annexe). En cas d'appel à l'activité de leurs bataillons de rattachement à la garde nationale mobile, les francs-tireurs assureraient la défense de leur secteur. Au 1^{er} août 1869, on comptabilise au moins dix compagnies, mais l'effectif escompté n'est pas atteint : 28 officiers et seulement 474 hommes.¹⁴³

Or, l'esprit de corps de ces unités encadrées par des officiers désormais élus par alignement sur la règle de la garde nationale, leur particularisme au regard des forces armées régulières, la fierté de faire partie d'une élite patriotique, les entraînent dans des attitudes que les autorités jugent de nouveau irrévérencieuses et réfractaires. Le baron Haussmann, préfet et sénateur de Paris, déclare à l'empereur : « Sire, c'est une école de barricades que vous organisez là. »¹⁴⁴ Le mouvement est donc freiné : « Le ministère de la guerre chercha querelle à ces compagnies et prétendit leur imposer des obligations incompatibles avec leur caractère réel de simples académies de tir ; elles préférèrent se dissoudre, et la jeunesse y perdit une excellente école. »¹⁴⁵ Si bien qu'en 1870 aucune de ces unités n'avait survécu, même si en droit leur existence demeurait autorisée.

Les républicains regretteront cette institution après la guerre : « La Suisse, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie ont des sociétés de tir qui habituent les jeunes gens au maniement des armes et qui, sans les condamner à la vie de caserne et de café, sans les destituer de leur vie libre et citoyenne, les familiarisent avec leur fusil et leur apprennent à viser juste. Une société analogue s'était formée en France, et elle commençait à prendre, quand, en 1868, un décret du maréchal Niel a brisé les corps des francs-tireurs et en a jeté les morceaux dans la mobile. »¹⁴⁶ À la mi-mars 1871, pour répondre à « l'urgence » de l'après-guerre, les statuts d'une "Société des carabiniers français" sont donc déposés dans l'esprit de « remédier à l'ancienne organisation sociale et de substituer au militarisme, fondé sur l'intérêt des oppresseurs, une force intelligente qui n'aura pas d'autre but que la grandeur du pays. Développer l'esprit par l'instruction obligatoire,

¹⁴³ « Mesures d'organisation depuis le début de la guerre jusqu'au 4 septembre et situation des forces françaises au 1^{er} septembre », *Revue d'histoire rédigée à l'Etat-major de l'Armée (section historique)* ; librairie militaire Chapelot et Cie, Paris, 1907.

¹⁴⁴ *La France en 1884*, par un franc-tireur de 1870 ; *op.cit.*

¹⁴⁵ Alfred Rambaud, *op.cit.*

¹⁴⁶ *Le Rappel*, 13 mars 1871 ; *op.cit.*

fortifier le corps par l'exercice et l'usage des armes, en un mot faire que tous "veuillent et puissent" servir la France et la République, tel est le programme de cette Société, dont l'utilité n'a pas besoin d'être démontrée. »¹⁴⁷ Cette association parisienne fera long feu.

Le Maréchal Bazaine, commandant l'armée du Rhin, défait à Borny, Rezonville, Gravelotte et Saint Privat (16-18 août) est bloqué dans Metz. L'armée de secours improvisée de Mac-Mahon est enfermée dans Sedan le 31 août. Napoléon III, malade et découragé capitule le 2 septembre 1870, entraîne 80 000 hommes dans sa chute. Il est déchu. La République est proclamée le 4 septembre. Le général Trochu, gouverneur militaire de Paris, préside le nouveau gouvernement. Jules Fabre, ministre des Affaires étrangères, tente vainement d'obtenir de Bismarck des conditions de paix acceptables à l'entrevue de Ferrières le 15 septembre. En vain. L'ennemi approche de Paris. Une délégation "subordonnée" du gouvernement de la Défense nationale est envoyée à Tours, libre de ses mouvements. Le 18 septembre, le blocus de Paris est achevé. Les deux structures gouvernementales sont isolées l'une de l'autre. Les désaccords apparus immédiatement entre elles, principalement au sujet des élections municipales et législatives à venir, conduisent à l'envoi de Gambetta à Tours le 7 octobre, comme chef de la Délégation, ministre de la Guerre et de l'Intérieur. Adolphe Crémieux prend en charge le ministère de la Justice. Gambetta dirige, de fait, une Province qui accepte, de fait, le gouvernement choisi par Paris dans l'attente d'un vote de légitimation nationale.

Le courrier d'un quidam lorrain semble bien être à la source d'une cascade d'articles enthousiastes, repris par une presse parisienne coupée de ses correspondants locaux dans l'Est. Rédigé le 17 octobre, alors même que les troupes françaises abandonnent en toute hâte les Vosges et se replient sur Besançon (voir « L'armée des Vosges » et les « Volontaires d'Alger ») il énonce que « tout homme aujourd'hui devient soldat, et, pour juger de ce que valent les francs-tireurs, il faut lire les colères prussiennes qui ne savent que fusiller tout individu "civil" que l'on trouvera dans les bois. Les francs-tireurs dans les Vosges tiennent en échec l'armée qui assiégeait Strasbourg. Notre délivrance viendra des francs-tireurs. Si la garde nationale et les mobiles n'offrent pas assez de solidité pour attaquer l'ennemi en rase campagne, eh bien ! Nous ferons une guerre de partisans. »¹⁴⁸ Publié initialement, semble-t-

¹⁴⁷ *Ibid*, 15 mars 1871.

¹⁴⁸ D'après *Le Journal des Débats politiques et littéraires*, 31 octobre 1870 ; gallica.bnf.fr

il, par L'Éclaireur de Saint-Étienne dès la mi-octobre (voir « L'armée des Vosges »), l'aphorisme de la première phrase, lapidaire et comme gravé dans le granite du patriotisme vosgien, fait si bien mouche qu'on le retrouve dans l'Impartial du Loiret à la fin octobre, et à Paris le 31. « Les Vosges sont en insurrection. Derrière les Prussiens, quiconque est Français et veut le rester, court enfin à la vengeance. Les journaux du Haut-Rhin, du Doubs, du Jura et de Belgique s'accordent à dire que ce courageux pays est tout entier sous les armes. Il n'y a pas d'armée régulière mais chaque homme est un soldat. Les francs-tireurs occupent tous les défilés. Les femmes font le coup de feu comme les hommes ; chaque chaumière est un corps de garde. Des sentinelles, avec un mot d'ordre impitoyable, sont établies à toutes les avenues. On ne parle plus ; tout éclaireur, tout uhlan qui se présente est immédiatement fusillé. »¹⁴⁹

Le mouvement populaire de résistance ne se limite d'ailleurs plus à l'Est. Ce dont témoigne, par exemple, M. de Beaupaire, « substitut du procureur impérial d'une petite ville du département de la Sarthe ». Il ne voit qu'un seul recours : « organiser des compagnies franches. » Il monte à Paris et expose ses plans au général Trochu. « Ce qu'il voulait, c'était, à côté des armées régulières, introduire hardiment la "nation armée". Comment organiser cette armée irrégulière ? En utilisant comme noyau les corps irréguliers qui existent, et en obtenant à l'aide de ce noyau le soulèvement général. Nous sommes à Paris et autour de Paris plus de trois mille francs-tireurs, quelles que soient les dénominations multiples dont la vanité de nos chefs nous a baptisés. Nous sommes habitués au feu. Nous sommes braves [...]. Qu'on laisse, dans tous les corps de l'armée assiégée, des volontaires se faire inscrire sur nos contrôles et nous apporter leur expérience et leur discipline ; nous formerons ainsi en peu de jour, une troupe de dix à douze mille hommes, honorables, dévoués et entreprenants. » Nous saurons franchir les lignes ennemies, le blocus étant encore loin d'être complet. « Une fois en pays libre, les bataillons de francs-tireurs se jetteront, par un grand arc de cercle [...] sur les flancs de l'ennemi, en éventail ; et, sur ses derrières, en fer à cheval. Ils attireront immédiatement à eux toutes les compagnies éparpillées en province ; et inaugureront aussitôt ce système de destruction incessante qui – seul – peut affaiblir d'immenses colonnes d'invasion. »¹⁵⁰

¹⁴⁹ *Ibid*, 4 novembre 1870.

¹⁵⁰ A.J. Dalsème, *Paris pendant le siège et les 65 jours de la commune* ; E. Dentu, Paris 1871. gallica.bnf.fr

La Nouvelle Gazette de Prusse du 3 janvier 1871 publiera une dépêche du 31 décembre venue de Lorraine qui mesure l'enjeu à ce stade de la guerre : « Comme les chemins de fer ne suffisent plus aux transports des immenses quantités de munitions, d'habillements, et surtout de vivres nécessaires pour les 650,000 hommes de troupes allemandes qui sont sur le territoire français, on y a adjoint de grands convois de voitures attelées de deux chevaux, qui transportent directement les provisions de Dresde et de Leipzig aux troupes qui sont sous Paris. Une de ces voitures met quatre semaines et demie pour aller de Dresde à Nancy, et de Nancy à Versailles, quatorze jours, de sorte que sept semaines s'écoulaient avant que les objets soient arrivés à leurs lieux et places. »¹⁵¹

5 Vers un statut juridique des francs-tireurs opposable à l'ennemi en droit international

« Aujourd'hui nos corps francs sont non seulement épurés et ne contiennent plus, comme sous Louis XI et Louis XIII, la lie de la population et les déserteurs ennemis, mais ils sont même formés de l'élite de notre jeunesse [...]. La guerre de 1870 est venue rétablir les corps francs, mais sous une tout autre organisation. Cette organisation, dont les détails varient suivant chaque localité, et dont l'ensemble a déjà varié plusieurs fois depuis le commencement de la guerre, est trop connu de tout le monde pour demander aucune nouvelle explication. Il va sans dire que les corps francs, utiles et nécessaires de tous temps et pour toutes les guerres, sont devenus indispensables pendant la guerre actuelle. Disons même le mot, c'est la plus sûre chance de salut de la France. Aussi pensons-nous que le gouvernement de la défense nationale ne saurait apporter trop de soins et trop d'attention à la bonne organisation de ces vaillants corps de volontaires, tout en en laissant la création à l'initiative privée. »¹⁵²

Pétitions et réclamations inondaient la presse, forçaient les réticences toujours vives de certains membres du ministère Ollivier. Dès les premières défaites d'août, *Le Figaro* avait lancé, au-delà des appartenances partisans, sa propre contribution patriotique sous le titre « Les Hommes de bonne volonté ». Il demandait au gouvernement de revenir sur ses réticences : « Il y a quelques mois, il y a quelques semaines, lorsque des hommes de bonne volonté, prêts à tous les

¹⁵¹ *Journal des débats*, 13 janvier 1871 ; gallica.bnf.fr

¹⁵² *Le Petit Marseillais*, 11 octobre 1870 ; *op.cit.*

sacrifices, sont venus demander au gouvernement l'autorisation de se grouper en corps de francs-tireurs, de volontaires ou de légion étrangère, on leur a répondu par des semblants de fin de non-recevoir. Il y avait une marche à suivre, des combinaisons à faire, des questions à étudier, il fallait attendre, on verrait, on organiserait s'il y avait lieu. Les mois, les semaines, les jours se sont passés, et ces propositions patriotiques, laissées de côté ou mises à l'étude dans quelque bureau, en sont encore à l'état de projet. Dans les circonstances ordinaires, cela se comprenait, et ce n'est pas un reproche gratuit que nous songeons à jeter à qui que ce soit ; mais aujourd'hui que la patrie est menacée, aujourd'hui que le peuple inquiet et humilié s'exagère même le danger qui nous menace, la bureaucratie a fait son temps, les hésitations ne sont plus permises. Il faut agir, non pas dans un temps prochain, bientôt, demain, mais aujourd'hui même. Cet élan tout spontané, si noble dans son désintéressement et dans son but, ne saurait être plus longtemps réprimé. Que le gouvernement ait confiance, qu'il dise oui, et dans moins de vingt-quatre heures il verra s'élancer vers nos frontières des corps d'autant plus précieux qu'ils seront composés d'hommes intelligents, dévoués, faits au maniement des armes et à la défense du sol pied à pied. Il n'aura pas à s'inquiéter pour ceux-là ni d'équipement, ni de vivres, ni d'ambulance ; ils sont prêts [...]. »¹⁵³ À l'époque, le terme "Ambulance" désignait une structure ambulante et légère – "hôpital de campagne" serait exagéré – comprenant des voitures transportant médecins et infirmiers, et leur matériel médical.

Le journal s'appuyait sur la pétition d'un certain "Comité de volontaires parisiens" : « À tous les Français. Les revers qui viennent de nous accabler ont produit une nouvelle explosion de patriotisme français. Un groupe de jeunes gens institue à l'instant un corps de francs-tireurs sur le modèle de ceux qui existent dans la Lorraine, et qui, limité aujourd'hui à Paris, aura dès demain des adhésions dans toute la France ; il a pour but de servir d'éclaireurs à l'armée et de faire la guerre de partisans. Le ministère de la Guerre a déjà promis de fournir les armes ; le numéro de demain indiquera l'adresse du bureau de recrutement, les lieux de réunions et l'époque du départ, qui ne pourra être que prochain. Français, nous avons tous chanté : Aux armes citoyens ! Assez de paroles : des faits ! La Prusse a foulé le sol sacré de la Patrie, tout homme valide doit voler à la frontière. Courage et montrons-nous les dignes fils des volontaires de 93. Français, la patrie est en danger ! »

¹⁵³ *Le Figaro*, 9 août 1870 ; gallica.bnf.fr.

Dans cette même édition, il reprenait un autre appel, d'un particulier celui-là, daté du 7 août 1870 : « La patrie est menacée. Les hommes de 23 à 40 ans prêts à marcher sont nombreux. Faites un appel, et vous les compterez par milliers. Parmi eux, d'anciens militaires, ayant fait campagne, sauront se prêter à la prompte formation d'un ou de plusieurs bataillons d'enfants perdus. Personne n'ignore le rôle utile que peuvent jouer de semblables troupes, commandées par d'anciens officiers d'Afrique : éclaireurs, vedettes, francs-tireurs, "harceleurs" de l'ennemi. Notre belle et brave armée est certainement à la hauteur de sa tâche, elle sait opposer au nombre son indomptable "furia francese" cependant, elle a trop à souffrir pour que les hommes en pleine force et déjà instruits au métier de la guerre ne veuillent pas lui venir en aide. Je m'inscris en tête de la liste et reste prêt à marcher au premier avis. »¹⁵⁴

La pression généralisée conduit « l'Empire à exciter le mouvement qu'il avait lui-même entravé deux ans plus tôt [...] : éphémère successeur d'Émile Ollivier, Palikao déclare le 24 août 1870 qu'il donne à tous ces défenseurs improvisés l'estampille du ministre de la guerre. »¹⁵⁵ Trochu reçoit le lendemain les "Francs-tireurs de Paris" et leur chef, Aronhson : « Soyez braves, mais prudents ; cherchez votre arbre, creusez votre trou, profitez des bois et faites une véritable guerre de partisans ; de cette façon, vous empêcherez les réquisitions, et les reconnaissances prussiennes cesseront d'avoir une raison d'être. »¹⁵⁶ Mais cette solennité ne constituait pas un statut de belligérant aux regards des lois internationales de la guerre.

Le 4 septembre, « effondrement d'un monde, le second Empire emporté dans la débâcle de ses vices et de ses fautes »¹⁵⁷, le nouveau gouvernement parisien a pris la direction de la guerre. Le 6, Trochu a fait appel aux volontaires de la grande couronne parisienne. Ce ne sont plus les seuls départements frontaliers qu'il s'agit de défendre : « L'ennemi est en marche sur Paris, la défense de la capitale est assurée. Le moment est venu d'organiser celle des départements qui la couronnent. Les ordres sont expédiés aux Préfets de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne pour réunir tous les défenseurs du pays ; ils seront appuyés par les compagnies franches de Paris et par les nombreuses troupes de cavalerie réunies aux environs. Les

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Amédée Le Faure, *op.cit.*

¹⁵⁶ François Bazin, *Histoire du 1^{er} bataillon des francs-tireurs de Paris-Châteaudun* ; Sausset, Paris 1872. gallica.bnf.fr

¹⁵⁷ Émile Zola, *La Débâcle*, 1892.

commandants des corps francs se rendront immédiatement chez le président du gouvernement, gouverneur de Paris, pour y recevoir des instructions. Chaque citoyen s'inspirera des grands devoirs que la patrie lui impose. Le gouvernement de la défense nationale compte sur le courage et le patriotisme de tous. »¹⁵⁸

Au plan national, les préfets donnent les instructions pour la mise sur pied de la garde nationale sédentaire et de ses compagnies "immédiatement actives", c'est-à-dire mises par anticipation sur le pied de guerre. Les célibataires et veufs, sans enfant jusqu'à 35 ans, sont mobilisés depuis août. Fin septembre, le nouveau gouvernement y ajoute les hommes sans enfants de 35 à 40 ans : c'est la "levée en masse". Faisant feu de tout bois, il s'attache à canaliser les francs-tireurs qui pressent de toutes parts, d'autant plus que l'opinion publique s'auto-intoxique et propage une nouvelle légende lorraine à partir d'articles de presse fondés sur des informations non vérifiées venues de patriotes locaux. Il a commencé à organiser dans l'urgence les forces françaises régulières encore disponibles dans l'Est, disparates, éparpillées et coupées les unes des autres : mise sur pied dans les Vosges d'une structure chargée de recueillir et d'organiser localement les débris de l'armée régulière, la garde mobile, les francs-tireurs locaux, tous plongés dans la plus grande confusion opérationnelle.

Dans la première quinzaine de septembre, Épinal, où convergent des officiers de toutes armes échappés de Sedan, devient un centre de regroupement de mobiles que le préfet Georges et le capitaine Varaigne, envoyé de Paris par Trochu, s'efforcent d'organiser autour des moyens déjà en place, soit deux bataillons de la Saône-et-Loire, trois des Vosges et celui des Vosges, le « Bataillon franc des Vosges » formé par plus d'un millier de jeunes fuyards des départements du Bas-Rhin, de la Moselle et de la Meurthe, armés de médiocres fusils à tabatière ou à piston et équipés à la va-vite. Des efforts semblables sont tentés à Vesoul et surtout à Besançon, siège d'une division militaire appuyée sur la puissante place forte de Besançon, qui restera d'ailleurs opérationnelle pendant la durée de la guerre. Cet ensemble, renforcé progressivement sera mis peu après aux ordres du général Cambriels (voir « L'armée des Vosges »). L'état-major allemand du secteur mesure de suite le danger qui menace ses lignes de communications, dites "lignes d'étapes" : « Les troupes d'étapes prussiennes de la 3e armée se trouvant employées en majeure partie devant Phalsbourg et Toul [deux places fortes dont le

¹⁵⁸ Archives départementales des Alpes-Maritimes, carton 1M353.

siège et en cours], et les troupes badoises ayant été rattachées au corps de siège formé devant Strasbourg, on ne disposait plus que de peu de monde pour garder les lignes d'étape de la 3^e armée, dont le développement à la fin d'août atteignait déjà 300 kilomètres [...]. Leur tâche était des plus pénibles ; outre le soin d'assurer la conservation du chemin de fer de Paris à Strasbourg et de ses nombreux tunnels à travers un pays montagneux, il fallait encore fournir constamment à un service très rigoureux de patrouilles le long de la voie et sur les côtés de la route d'étapes. Ces mesures de précaution étaient indispensables, car des corps francs se formaient déjà à l'instigation du gouvernement français ; la garde mobile, la garde nationale se rassemblaient de toutes parts, et les tendances à la rébellion avaient pris dans la population un caractère plus marqué chaque jour. En dépit de la vigilance la plus active, la voie ferrée et les lignes télégraphiques étaient coupées à maintes reprises, et les routes d'étapes elles-mêmes commençaient à devenir peu sûres. »¹⁵⁹

Le 3 novembre, le journal parisien *le Temps* commente un article relatif aux difficultés créées par les francs-tireurs, publié par une publication officielle des autorités allemandes de Versailles, le *Moniteur de Seine-et-Oise*, quotidien dont l'imprimeur et le diffuseur ont été réquisitionnés : l'état-major de Versailles « méprise profondément les hordes indisciplinées des francs-tireurs qui ont pour drapeau des têtes de mort et des ossements en croix [voir les « francs-tireurs de la Mort d'Alger »], et ne les tiennent pas pour des ennemis dignes des épées allemandes. La décision prise par laquelle on considère que ces guérillas devaient être traitées comme prisonniers de guerre n'a point amélioré les dispositions des troupes allemandes à leur égard et il est à craindre qu'on ne leur fasse très peu de quartier dans la bataille. »¹⁶⁰ Le prince de Wurtemberg « se serait ému de cette menace et aurait prévenu M. de Bismarck, qui aurait envoyé à M. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, une dépêche conçue dans les termes les plus insinuants, pour le prier de vouloir bien donner aux francs-tireurs une organisation régulière afin qu'on pût leur reconnaître la qualité de soldats réguliers et éviter ainsi de donner à la guerre, des deux côtés, un caractère de cruauté peu compatible avec la civilisation moderne. »¹⁶¹

¹⁵⁹ *La guerre franco-allemande de 1870-1871*, relation rédigée par la section historique du grand état-major prussien : 1^{ère} partie, 9^e livraison ; J. Dumaine, Paris 1875.

¹⁶⁰ Extrait du *Moniteur de Seine-et-Oise*, d'après le journal parisien *Le Temps*, 24 novembre 1870 ; gallica.bnf.fr

¹⁶¹ *Le Temps*, 26 novembre 1870 ; gallica.bnf.fr

L'inquiétude du grand état-major allemand croît d'autant plus qu'il n'est pas encore à même d'évaluer la puissance réelle des préparatifs militaires qui se poursuivent dans le grand sud-est de la France. À la fin septembre 1870, ses troupes n'ont affronté que les seuls francs-tireurs de Colmar (capitaine Eudeline), de Luxeuil, une compagnie des francs-tireurs du Doubs (capitaine Schmidt), la compagnie des Vosges (capitaine Ostertat), les francs-tireurs des Bruyères, de Baccarat, d'Altkirch, de Lons-le-Saunier (capitaine Cler) et des mobiles des Vosges.

D'autres corps francs, pour ainsi dire importés, sont en route pour les Vosges : les francs-tireurs de Neuilly-sur-Seine, à Belfort puis à Celles et Raon-l'Étape, puis les "francs-tireurs bretons" (voir « les francs-tireurs de Relizane »). À Versailles, le grand quartier général allemand sait seulement que Cambriels « s'était avancé jusqu'à hauteur de Langres et Épinal, tandis que les francs-tireurs rassemblés pour le couvrir, à Saint-Dié, Baccarat et Rambervillers, menaçaient depuis la fin de septembre la ligne ferrée de Saverne à Lunéville. En arrière de ces troupes, d'un effectif de 30 000 hommes environ, de nombreux bataillons de gardes nationaux tirés des départements les plus voisins avaient été réunis à Dijon, Besançon et Lyon à des détachements de gardes mobiles et à des bandes de francs-tireurs, et constitués en grandes unités tactiques [voir « L'armée des Vosges]. »¹⁶²

Il comprend aussi que la région vosgienne n'est pas la seule gagnée par le foisonnement des francs-tireurs. Le tout nouveau front de la Loire, ouvert à l'encontre de la couverture allemande placée en protection des troupes directement affectées au blocus de Paris, voit arriver de façon inopinée de nouveaux corps francs. « Les troupes allemandes qui venaient d'occuper Orléans, rencontraient les mêmes difficultés dues aux francs-tireurs, nombreux dans la région, alors que se constituait la première armée de la Loire. L'une de ses deux composantes, le 16^e corps, achevait de se constituer [...] sous la protection d'une ligne de francs-tireurs et de gardes mobiles, établie de Cloyes [sur le Loir, voir les « Francs-tireurs de Constantine de l'armée de la Loire »] à Mer [sur la Loire], et bordant d'abord les rives du Loir et la lisière occidentale de la forêt de Marchenoir [...]. Mais le dénuement [de ces forces], sous bien des rapports, passait encore toute idée ; l'habillement, l'équipement étaient dans un état de délabrement

¹⁶² Relation rédigée par la section historique du grand état-major prussien : 1^{ère} partie, 9^e livraison ; J. Dumaine, Paris, seconde partie, 12^e livraison, 1875.

lamentable, et les munitions faisaient presque entièrement défaut [...]. »¹⁶³

La situation tactique y est identique à celle des Vosges : « La vérité est que les Allemands se préoccupaient beaucoup de cette résistance inexorable, de cette lutte pied à pied qu'il leur fallait soutenir contre des populations exaspérées, dont le patriotisme s'exaltait en proportion des rigueurs d'un ennemi impitoyable [...]. Partout, les gardes nationaux, les francs-tireurs, les habitants eux-mêmes harcelaient leurs escadrons de découverte, fusillaient leurs troupes de réquisition, et avaient fini par tuer toute hardiesse de leurs cavaliers. Le 14 octobre, en arrivant devant Varize, les avant-gardes du général de Wittich avaient été refoulées par les gardes nationaux de Varize et de Civry ; et il avait fallu, pour pouvoir pousser plus avant, s'emparer des deux villages, qui furent d'ailleurs incendiés, après des scènes de massacre révoltantes. »¹⁶⁴

Les "bandes", dont l'activité redouble depuis Sedan et la reddition de Metz, exaspèrent les soldats allemands seront bientôt exaspérés. Pour l'opinion publique allemande, la guerre aurait dû être terminée avec la capture de l'empereur. La poursuite de la guerre est une inconséquence. « Bismarck [juge] qu'il ne faut pas hésiter à abattre les francs-tireurs, sans répit » ; il faut « pendre » le cas échéant « la population mâle » de tel ou tel village ; il faut « faire feu sur les femmes et les enfants qui glanent dans les vergers et les potagers en lisière [des fortifications de Paris] ; selon « madame Bismarck, il faut abattre, par la balle ou le couteau, tous les Français jusqu'aux petits bébés. »¹⁶⁵

Le 27 septembre, Moltke, chef du grand état-major général de l'armée prussienne, signe la directive suivante : « Tout franc-tireur sera assimilé à un malfaiteur ; il sera passible du conseil de guerre immédiat qui peut prononcer la peine de mort. S'il est établi que dans un village un tireur non identifié a attaqué des soldats, celui-ci sera déclaré responsable et subira des représailles. »¹⁶⁶ Un proche du roi de Prusse évoque le désagrément qu'il avait manifesté le 18 octobre en apprenant « qu'on avait vu dans le voisinage de Ferrières, si près de la grande ligne

¹⁶³ Lieutenant-colonel Rousset, *op.cit.*

¹⁶⁴ *Ibid.* Egalement : R.P. Stanislas, *Impressions d'un aumônier de mobiles de la 2^e armée de la Loire (1870)* ; Leguicheux, Le Mans 1872. Et aussi : *La Patrie et l'Exil en 1870-1871*, ouvrage collectif non daté, publié à Lille et Grammont (Belgique).

¹⁶⁵ Geoffrey Wawro, *The Franco-Prussian War. The German Conquest of France in 1870-1871* ; Cambridge University Press, New York, 2003.

¹⁶⁶ François Roth, *La guerre de 1870* ; Fayard, Paris 1990.

d'étapes, une bande de francs-tireurs "bien armés et même munis d'un canon de campagne" ». Le 16 novembre, un journal de Leipzig, le *Dorfanzeiger* (voir les « francs-tireurs de la Mort d'Alger »), constate : « Nos troupes des Ardennes et des Vosges n'avancent pas sans d'énormes dangers. Les francs-tireurs et autres bandes armées emploient tous les moyens possibles pour nous faire du mal et tuent tous les jours de vaillants allemands [...]. Tous les jours, la guerre devient plus terrible. Le fanatisme français provoque la fureur des Allemands qui voient si souvent tomber leurs camarades frappés de balles venues d'on ne sait d'où. Personne n'assiste froidement à ces scènes de destruction et de carnage. Les officiers comme les soldats parlent avec répugnance de la façon dont se fait aujourd'hui la guerre. Mais il faut bien pourvoir aux besoins de l'armée ; les transports étant difficiles, il ne nous reste qu'à fourrager et à requérir. »¹⁶⁷ Moltke insistera sur la répression dans une directive adressée le 8 décembre à Werder, commandant des troupes allemandes engagées en Alsace et dans les Vosges (voir les « francs-tireurs de l'Atlas »). Selon le major général du génie de l'armée prussienne, l'action des francs-tireurs contraint l'armée allemande à réunir des effectifs considérables, consacrés dès « le 31 octobre au service exclusif des garnisons des villes conquises, à la surveillance des chemins de fer, à l'établissement des lignes d'étapes : 85 bataillons de 1 200 hommes, 33 escadrons et 9 batteries ; au 1er mars 1871 : 119 800 fantassins, 5 950 cavaliers et 80 pièces de campagne. »¹⁶⁸

Côté français, « les francs-tireurs pouvaient être regardés comme le signe avant-coureur d'un soulèvement général de la nation et cette perspective n'était rien moins que réjouissante. »¹⁶⁹ Dans son étude très fouillée sur la réalité de l'occupation allemande et de ses exactions commises à travers le territoire occupé, le général Canonge, ancien professeur d'histoire militaire à l'École supérieure de Guerre, estime qu'il faut avoir « une connaissance très superficielle de la guerre franco-allemande pour soutenir que les Allemands tinrent peu de compte des francs-tireurs. La vérité est que, pendant toute la durée de la lutte, ceux-ci ne cessèrent de leur inspirer, à des degrés naturellement différents, de l'appréhension, de la crainte, parfois même une terreur véritable. Le haut commandement voyait en eux une cause de ralentissement dans les opérations et de pertes plus ou moins sensibles ; les officiers leur

¹⁶⁷ *Le Rappel*, 4 décembre 1870 ; *op.cit.*

¹⁶⁸ Wilhelm Blume, *Feldzug 1870-1871*, Ernest Müller, Berlin 1872 ; gallica.bnf.fr

¹⁶⁹ Louis Schneider, *L'Empereur Guillaume, souvenirs intimes revus et annotés par l'Empereur sur le manuscrit original*, tome III ; Berger-Levrault et Cie, Paris-Nancy 1888.

reprochaient de compromettre à la fois leur sécurité et leur repos ; quant aux soldats, la peur qu'ils ressentaient peut seule expliquer les cruautés, parfois atroces, qu'ils leur infligèrent. »¹⁷⁰ Selon les historiens britanniques les plus récents de la guerre de 1870-1871, les Allemands avaient finalement évalué à 37 000 le nombre des francs-tireurs et à 105 000 hommes de la Landwehr l'effectif qui avait été nécessaire pour maintenir l'approvisionnement des 500 000 combattants du front.

L'investissement de Paris se précise (voir les « francs-tireurs d'Oran de l'armée de la Loire »). Le gouvernement de la Défense nationale détache à Tours une délégation, garantie de la continuité de l'État français. Des divergences proprement politiques apparaissent de suite entre les deux lieux de pouvoir, l'un isolé de la province, l'autre à son contact. « Cependant, une direction suprême manquait : la délégation prétendait faire procéder aux élections, malgré le décret du gouvernement de Paris, qui les avait reculées indéfiniment. Elle se savait au-dessous de sa tâche, incapable d'arrêter la panique qui sembla s'emparer un instant des généraux. Crémieux, qui, depuis son arrivée [à Tours] le 13 septembre, était resté seul chef du gouvernement [de sa délégation, plus exactement] jusqu'à l'arrivée, le 18, de MM. Glais-Bizoin et Fourichon, ne pouvait faire face à tant de difficultés. À Lyon, à Marseille, où l'on n'avait pas encore vu la guerre de près, les partis exagérés prétendaient s'emparer de l'administration [...]. »¹⁷¹ À partir du 19 septembre, la capitale ne communique plus avec la province, si ce n'est au moyen de pigeons voyageurs et de ballons.

La "Délégation de Tours" est dépourvue de troupes opérationnelles. L'armée d'active est soit détruite, soit inopérante : Sedan a coûté 100 000 hommes ; Bazaine est bloqué dans Metz depuis le 20 août avec 180 000 hommes ; les 25 000 hommes de l'armée de la Loire reculent jusqu'au fin fond de la Sologne ; l'armée des Vosges de Cambriels, 24 000 hommes, fait retraite jusqu'à Besançon ; « dans l'Ouest, trente mille gardes nationaux mobiles, mal équipés, mal armés et non encore embrigadés, sans cavaliers ni artillerie, formaient, de Chartres à Évreux, un fragile cordon, destiné à être rompu au premier choc ; dans le Nord, aucune force constituée, des garnisons dans les places, mais pas de corps tenant la campagne. Au total, moins de quarante mille hommes de troupes régulières, autant de gardes nationaux mobiles, cinq à six mille cavaliers, une centaine de pièces de canon, le

¹⁷⁰ Général Canonge, *op.cit.*

¹⁷¹ Paul Bondonio, *Histoire de la guerre de 1870 et de la naissance de la III^e République* ; A. Picard et Kaan, Paris 1893. gallica.bnf.fr

tout en assez mauvais état et fort éprouvé, [est opposé à] une invasion qui disposait déjà de sept à huit cent mille soldats parfaitement organisés, de deux mille pièces de canon, non compris les batteries de siège, et de puissantes réserves échelonnées sur le Rhin pour maintenir l'armée envahissante à un constant niveau. »¹⁷²

Il faut donc trouver et engager d'urgence de nouvelles ressources militaires. L'incantation envers la levée en masse se fait véhémement. Le futur communard, le "citoyen général" Cluseret (voir « L'armée des Vosges »), en est l'un des grands prêtres. Il y apporte une connotation fortement révolutionnaire puisqu'il suggère la mise en place de ce que l'on appellerait aujourd'hui des commissaires politiques chargés de surveiller et d'accélérer la mobilisation de tous. Depuis Bruxelles où il s'est réfugié en 1868 après avoir adhéré à "l'Internationale" de son ami Varlin, il avait déclaré le 26 août 1870 à un autre ami, Mangin, directeur du journal *le Phare de la Loire* : « L'armée purement militaire commandée par des généraux de cour a été brisée malgré la bravoure et le dévouement des soldats. Il en sera de même de toute armée qui ne sera qu'une armée. Ce qu'il faut, c'est le peuple tout entier armé, s'avançant comme une lave sur l'envahisseur en le dévorant [...]. Il faut que le peuple s'arme et vite, non pour rejoindre des régiments, mais pour organiser immédiatement la résistance locale, car, avant huit jours, vous verrez des uniformes prussiens. Ce qu'il faut encore, c'est un représentant du peuple auprès de chaque commandant, car l'Allemagne compte autant sur son or que sur son fer et un traître peut, en livrant son armée, ou même un fort, livrer la France ou Paris. »¹⁷³

Un décret du 29 septembre et une circulaire du 1^{er} octobre mobilisent les gardes nationaux, mobiles et sédentaires. « Déjà l'Empire, ayant risqué sa dernière armée à la veille de s'écrouler, avait fait appel à son armée administrative pour la création de nos réserves. Le ministre de l'Intérieur reçut la mission de réunir en quelques heures, au moyen du télégraphe, les ressources que le ministre de la Guerre avait eu des années pour organiser. Les préfets furent chargés de convoquer la garde mobile, de pourvoir à son habillement, à son équipement, à son armement et à sa solde, de favoriser la formation des corps francs, et d'activer celle des compagnies de marche de la garde nationale. »¹⁷⁴

¹⁷² Charles de Freycinet, *La Guerre en Province pendant le siège de Paris, 1870-1871* ; 3^{ème} édition, Calmann Lévy, 1887.

¹⁷³ *Mémoires du général Cluseret* ; Jules Lévy, Paris 1887 ; gallica.bnf.fr

¹⁷⁴ L. Rolin, *op.cit.*

Préfets et maires doivent mettre sur pied sans délai des "compagnies de gardes nationaux mobilisés" regroupant en priorité les volontaires n'appartenant ni à l'armée ni à la garde nationale mobile, puis les Français de 21 à 40 ans, non mariés ou veufs sans enfants. Les armes disponibles dans l'immédiat sont celles des gardes sédentaires et des pompiers, en attendant de prochains envois d'armes. Les « exercices militaires » sont immédiats et obligatoires. Solde, équipement, élection des officiers sont renvoyés à un futur décret.¹⁷⁵

Pour motiver cette mobilisation générale, le trentenaire Gambetta, homme fort du gouvernement parisien, quitte spectaculairement Paris le 7 octobre, emporté à bord d'un ballon dirigeable et parvient à Tours le 10. « La Délégation de Tours se délitait. Le 3 octobre, l'amiral Fourichon avait abandonné le ministère de la Guerre à Crémieux, assisté par un comité chargé de la direction de la guerre composé de sept membres civils, dont MM. De Freycinet et Gent. En province, l'anarchie était au comble [...]. Le génie tutélaire, longtemps attendu, devait nous arriver à travers les airs, sous les traits de M. Gambetta. Sans distinction de parti, il fut reçu comme un sauveur [...]. La province mit à ses pieds tout ce qu'elle a d'obéissance et de dévouement. On était depuis trop longtemps à la discrétion de septuagénaires pour ne pas se sentir revivre sous l'impulsion d'une âme juvénile. » Son « entrain » fait espérer « un organisateur » et la « modération relative de ses discours à la chambre » donne confiance. »¹⁷⁶

Pragmatique et lyrique à la fois, Gambetta proclame aussitôt son arrivée : « La République fait appel au concours de tous ; son gouvernement se fera un devoir d'utiliser tous les courages, d'employer toutes les capacités. C'est sa tradition à elle d'armer les jeunes chefs : nous en ferons ! Le ciel lui-même cessera d'être clément à nos adversaires, les pluies d'automne viendront, et retenus, contenus par la capitale, les Prussiens, si éloignés de chez eux, inquiétés, troublés, pourchassés par nos populations réveillées, seront décimés pièce à pièce, par nos armes, par la faim, par la nature [...]. Levons-nous donc en masse et mourons plutôt que de subir la honte du démembrement. À travers tous nos désastres, et sous les coups de la mauvaise fortune, il nous reste encore le sentiment de l'unité française, l'indivisibilité de la

¹⁷⁵ *Recueil des dépêches télégraphiques officielles publiées pendant la durée de la guerre 1870-1871* ; J. Haslé, Morlaix 1871. gallica.bnf.fr

¹⁷⁶ « La Province pendant la guerre de 1870-1871 » ; *Revue des Deux Mondes*, T 92, 1871. gallica.bnf.fr

République [...]. »¹⁷⁷ Des trois hommes qui composent la délégation, seul Fourichon, vice-amiral depuis 1859, maintenu sans limite d'âge dans le cadre d'activité, possède une compétence militaire, alors que ses deux collègues, Glais-Bizoin et Crémieux, avaient énergiquement « combattu la loi militaire de 1868 [...]. Étrange et triste contradiction des choses : ceux qui étaient chargés d'organiser la levée en masse, de prêcher la guerre à outrance et de décréter la victoire, étaient les mêmes hommes qui, deux ans auparavant, avaient demandé la suppression de l'armée et l'abolition de nos institutions militaires. »¹⁷⁸

Glais-Bizoin, fier d'être surnommé le "père des francs-tireurs", leur consacre beaucoup de son talent d'orateur suranné. Ce qui attirera de nombreux sarcasmes à ce "gavroche septuagénaire", ancien élu de la gauche au Corps Législatif. Il croit aux francs-tireurs, acte de foi quasi religieux qui le conduit à reconnaître en eux la marque d'un sacrement, celui de la victoire : « Il voyait en ces combattants, dans ce mélange de bravoure et d'indiscipline, de sacrifice et de fantaisie, comme la réalisation de l'utopie révolutionnaire et la résurrection des jeunes et bouillants volontaires de 1792. Il se prit pour les francs-tireurs en général d'une belle passion, s'excita beaucoup l'imagination à leur sujet ; il pensa qu'il leur pourrait communiquer un certain souffle patriotique dont il croyait avoir la spécialité et leur faire accomplir des prodiges [voir les « francs-tireurs de Condé-Smendon »]. Quiconque voulait organiser un de ces corps de fantaisie qui, à Tours, nous donnèrent tant la parade, s'adressait à M. Glais-Bizoin ; il était assuré de le rendre très heureux et d'en obtenir tout de suite ce qu'il désirait. On lui doit les francs-tireurs de Montevideo, qui se revêtirent d'un si beau costume bleu et marron, des corps de Grecs et d'Algériens et d'autres amateurs élégants dont nos généraux ne faisaient pas grand cas. »¹⁷⁹ Il aimait tout autant les mobiles. Il se montra prévenant envers ceux de la Mayenne, en partance de Tours pour Vendôme fin octobre (voir les « francs-tireurs de Constantine à l'armée de la Loire ») : « On nous envoyait au-devant de l'ennemi, et cependant que de choses nous manquaient encore ! Nous n'avions même pas de sac. Il était vrai que la délégation de Tours était là pour un coup. L'intelligent Glais-Bizoin était d'accommodement, il promettait monts et merveilles. "Demandez ce que vous voudrez", disait-il à un de nos lieutenants qu'il appelait d'un

¹⁷⁷ Proclamation de Gambetta à Tours, le 9 octobre 1870.

¹⁷⁸ L. Rolin, *op.cit.*

¹⁷⁹ Léonce Dupont, *Tours et Bordeaux. Souvenirs de la République à outrance* ; E. Dentu, Paris 1877. gallica.bnf.fr